



21 JUIN 1915

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 JUIN 1915

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du deux juin 1915, de nommer M. George Hugh Sample, avocat et conseil du Roi, de la cité de Montréal, recorder, de la cité.

3599

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 2 juin 1915.

M. Charles Richard, cultivateur, canton Latulippe, comté de Témiscamingue, juge de paix pour le district de Pontiac;

M. Narcisse Rail, marchand, de Chandler, comté de Gaspé, juge de paix pour le district de Gaspé;

M.M. Fabien Bissonnette, bourgeois, de la Rivière Beaudette, comté de Soulanges, William P. Duval, comptable, de Montréal, Arthur Georges Couves, négociant, Edward James Allright, comptable, de Greenfield Park, comté de Chambly, Paul Corbeil, cultivateur, Edmond Robin, bourgeois, Charles Gagnon Bourgeois, et Cléophas Constantineau, maître-charretier, de Saint-Michel de Laval, comté d'Hochelaga, John Findlay, courtier d'assurance et d'immeubles de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

3593

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th JUNE, 1915

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the second day of June, 1915, to appoint Mr. George Hugh Sample, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, recorder, of said city.

3600

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by and with the advice and consent of the executive council, to make the following appointments, to wit:

Quebec, 2nd June, 1915.

M. Charles Richard, farmer, township of Latulippe, county of Temiscamingue, justice of the peace, for the district of Pontiac;

Mr. Narcisse Rail, merchant, of Chandler, county of Gaspé, justice of the peace, for the district of Gaspé;

Messrs. Fabien Bissonnette, gentleman, of River Beaudette, county of Soulanges, William P. Duval, accountant, of Montreal, Arthur Georges Couves, trader, Edward James Allright, accountant, of Greenfield Park, county of Chambly, Paul Corbeil, farmer, Edmond Robin, gentleman, Charles Gagnon, gentleman, and Cleophas Constantineau, master-carter, of Saint Michel de Laval, county of Hochelaga, John Findlay, insurance and real estate broker, of Montreal, justices of the peace, for the district of Montreal.

3594

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du deux juin 1915, de nommer M. John Hamilton, de Québec, chancelier, de "University of Bishop's College", Lennoxville, commissaire "per dedimus potestatem". 3601

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in council bearing date the second day of June, 1915, to appoint Mr. John Hamilton, of Quebec, chancellor of the "University of Bishop's College", Lennoxville, commissioner "per dedimus potestatem". 3602

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onze juin 1915, de nommer MM. les lieutenants-Colonels H. J. Trihey, du 55^{ème} régiment, J. Cooper, du 1^{er} régiment, C. G. G., F. A. de Gascoigne, V. R. C., Major W. B. Evans, V. R. C. et Capt. J. V. O'Donohue, du 3^{ème} régiment, V. R. C., Major F. S. Patch, A. A. D. M. S. de la quatrième division, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361, des S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by Order in Council bearing date the eleventh day of June, 1915, to appoint Lieutenant Colonels H. B. Trihey, of the 55th Regiment, J. Cooper, of the 1st Regiment, C. G. G., F. A. de Gascoigne, V. R. C. Major W. B. Evans, V. R. C., and Capt. J. U. O'Donohue, of the 3rd Regiment, V. R. C., Major F. S. Patch, A. A. D. M. S. of the fourth division, justices of the peace, under the authority of article 3361 of the Q. R. S. 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole of the province, for administering the oath to recruits.

3627

C. J. SIMARD.

3628

C. J. SIMARD.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du quinze mars 1906, pour Bromptonville, comté de Richmond, et de nommer par commission en date du quatorze juin 1915, MM. James Patrick Mullins, propriétaire, Rosaire Lambert, bourgeois et David I. Bruneau, marchand-tailleur, de Bromptonville, membres de la dite cour.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes bearing date the fifteenth day of March, 1906, for Bromptonville, county of Richmond, and to appoint by commission bearing date the fourteenth June, 1915, Messrs. James Patrick Mullins, property owner, Rosaire Lambert, gentleman and David I. Bruneau, merchant tailor, of Bromptonville, members of said court.

3629

C. J. SIMARD,

3630

C. J. SIMARD.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du quatre mai 1915, de nommer M. Eruse Raoul Truchon, négociant, de la ville de Roberval, percepteur du revenu pour le district du Lac Saint-Jean.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by Order in Council bearing date the fourteenth day of May, 1915, to appoint Mr. Eruse Raoul Truchon, trader of the town of Roberval, collector of provincial revenue for the district of Lake Saint John.

3631.

C. J. SIMARD,

3632

C. J. SIMARD.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-cinq mai mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq juillet prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le vingt-cinq mai courant; vous convoquons par les présentes pour le CINQ JUILLET prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty fifth of May, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth July next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty fifth May instant; and hereby convene you for the FIFTH of JULY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-septième jour de mai, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.

3235

L.-P. GEOFFRION.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this seventeenth day of May, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3236

Avis du Gouvernement

Electrical Illumination Company of Canada, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin 1915, constituant en corporation M.M. Henry Weiss, ingénieur électricien; Agnès Crowley, fille majeure; Ernest C. Leete, entrepreneur; Ubald Ravanelle, commis-marchand; Seth P. Leet, magistrat de police, de la cité de Montréal, pour les objets suivants.

Faire les affaires de commerçants, manufacturiers et entrepreneurs généraux dans la machinerie électrique, les appareils et installations pour la force motrice, l'éclairage et autres fins pour lesquelles l'électricité peut servir ou être mise en application et les exploiter; acheter et vendre et de toute autre manière, trafiquer des patentes qui pourront être utiles ou nécessaires en rapports avec les objets énumérés aux présentes;

Agir comme ingénieurs électriciens consultants et surveillants, mécaniciens et architectes, et en pratiquer les affaires;

Exercer tout genre de commerce qui pourra être accessoire ou nécessaire d'après les pouvoirs octroyés par cette charte;

Acquérir et détenir aucune propriété d'aucune nature qui pourra être jugée utile aux fins des pouvoirs accordés par cette charte, ou en disposer par titre;

Vendre l'actif, le capital-stock et la clientèle de la compagnie, autorisée par cette charte, à toute autre personne et compagnie, aussi, acquérir la charte, l'actif et la clientèle d'aucune autre compagnie aux termes et conditions que décréteront au moins les deux tiers des porteurs d'actions en nombre et en valeur, et au cas d'achat payer en tout ou en partie avec du capital de la compagnie acquéreur;

Acquérir de Henry Weiss, de la cité de Montréal, ingénieur-électricien, le brevet canadien en date du 2 juin 1914, sous le numéro 156,054, et la patente utilisée par la République Argentine, en date du 29 novembre 1913, et portant le numéro 10,706, pour la somme de cinquante mille (\$50,000.00), piastres et émettre au dit Henry Weiss, du capital entièrement libéré pour un montant égal, en paiement de son brevet d'invention, sous le nom de "Electrical Illumination Company, Limited", avec un capital-actions de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf mille cinq cents parts (9,500) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Government Notices

Electrical Illumination Company of Canada, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1915, incorporating Messrs. Henry Weiss, electrical engineer; Agnès Crowley, spinster; Ernest C. Leete, contractor; Ubald Ravanelle, salesman; Seth P. Leet, police magistrate, of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on a general trading, manufacturing and contracting business in electrical machinery, supplies and installations for power, illumination and other purposes for which electricity may be used or applied and to operate the same;

To buy and sell, and in any other way deal in patents that may be useful or expedient in connection with the objects herein set forth;

To act as and to carry on the business of consulting and supervising electrical, mechanical and architectural engineers;

To do and carry on any kind of business that may be auxiliary to or expedient for the powers granted by this charter;

To acquire and hold, and to dispose of by any title, any property of any kind that may be deemed useful for the purposes of the powers granted by this charter;

To sell the assets, capital stock and goodwill of the company to be authorized by this charter, to any other company or person, or to acquire the assets, charter and goodwill of any other company, upon such terms and conditions as at least three-fourths of the stock holders in amount and number shall decide, and in case of purchase to pay for the same in whole or part in the stock of the company purchasing;

To acquire from Henry Weiss, of the city of Montreal, electrical engineer, the Canadian patent dated 2nd June, 1914, and bearing the number 156,054, and the patent used by the Republica Argentina, dated 29th November, 1913, and bearing the number 10,706, for the sum of fifty thousand dollars (\$50,000.00), and to issue to the said Henry Weiss, fully paid up stock for an equivalent amount in payment therefore, under the name of "Electrical Illumination Company of Canada, Limited", with a capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine thousand five hundred (9,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le 8 juin 1915.

C. J. SIMARD,
3567—25-2 Assistant secrétaire provincial.

La Moulange M-ré, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juin 1915, constituant en corporation M.M. Napoléon Grégoire, marchand; J.-A. Forand, gérant; P. E. Lacombe, gérant; L. R. Guilbault, notaire; Louis Marchand, meunier, de Plessisville, pour les buts suivants:

Exploiter, manufacturer, acheter, vendre, louer, et faire le commerce de moulanges de toutes sortes;

Acheter, exploiter, vendre, louer et faire le commerce de tout brevet d'invention concernant les moulanges, les machines servant à la culture et aux travaux de la ferme et les moteurs à gazoline et accessoires, manufacturer ou faire manufacturer les machines ou instruments ci-dessus;

Acquérir, bâtir, exploiter des usines aux fins ci-dessus, en se servant d'un pouvoir soit à vapeur, à l'électricité ou hydraulique;

Tenir atelier de réparations pour machines en général, comprenant coulage, tournage, et ajustage;

Tenir magasin de ferronneries générales et accessoires;

Donner en paiement de toute propriété, brevet, droit exclusif, procédé de fabrication, amélioration sur machines certain montant d'actions;

Acquérir ou vendre les actions garanties ou entreprises de toute autre compagnie, ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie et transporter ses entreprises ou actifs à toute telle compagnie et s'amalgamer avec elle;

Vendre ou autrement disposer de tout ou partie des biens, entreprise ou clientèle de la compagnie, en accepter le paiement pour tout ou pour partie en actions, débetures ou garanties dans toute corporation ou compagnie;

Négocier avec toute personne ou compagnie autorisée un marché pour le partage des profits l'union des intérêts et la coopération, sous le nom de "La Moulange M-ré, limitée", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Plessisville, district d'Arthabaska.

Daté, au bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1915.

C.-J. SIMARD,
3603—25-2 Sous-secrétaire de la province.

Public Service Corporation of Quebec.

Avis est donné au public, qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de juin 1915, constituant en corporation M.M. Charles Henri Branchaud, de la ville d'Outremont, courtier, Milton Lewis Hersey, ingénieur, et Howard Murray, gérant, de la cité de Westmount, Thomas McDougall, de la cité de Montréal, financier, et Julien Cleveland Smith, de la cité de Westmount, ingénieur, pour les objets suivants:

Dans les limites territoriales des comtés de Lévis, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Mégantic, Lotbinière, Frontenac, Montmorency, Qué-

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
3568—25-2 Deputy Provincial Secretary.

La Moulange M-ré, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1915, incorporating Messrs. Napoléon Grégoire, merchant; J.-A. Forand, manager; P.-E. Lacombe, manager; L. R. Guilbault, notary; Louis Marchand, miller; of Plessisville, for the following purposes:

To exploit, manufacture, purchase, sell, lease and deal in millstones of every kind;

To purchase, exploit, sell, lease and deal in any patents respecting millstones, agricultural and farm machinery, gasoline motors and accessories, to manufacture the above machinery or instruments or have the same manufactured by others;

For the above purposes, to acquire, build, exploit workshops operated by steam, electric or hydraulic power;

To operate a machine shop for the repair of machinery generally, including casting, lathe-work and fitting;

To keep a general hardware store including accessories;

To give a certain amount of shares in payment of any property, patents, exclusive rights, manufacturing processes, improvements on machinery;

To acquire or sell the guaranteed shares or undertakings of any other company having for any of its objects the carrying on of any of the powers of the company and to transfer its undertakings or assets to any such company and to amalgamate with same;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, undertakings or goodwill of the company and to accept in whole or part payment therefor shares, debentures or securities of any corporation or company;

To enter into any agreement with any authorized person or company for the sharing of profits, union of interests and cooperation, under the name of "La Moulange M-ré, limitée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Plessisville, district of Arthabaska.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of June, 1915.

C.-J. SIMARD,
3604—25-2 Deputy Provincial Secretary.

Public Service Corporation of Quebec.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1915, incorporating Messrs. Charles Henri Branchaud, of the town of Outremont, broker; Milton Lewis Hersey, engineer and Howard Murray, manager, of the city of Westmount, Thomas McDougall, of the city of Montreal, financier, and Julien Cleveland Smith, of the city of Westmount, engineer, for the following purposes:

Within the territorial limits of the counties of Lévis, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Mégantic, Lotbinière, Frontenac, Montmorency, Que-

bec, Portneuf, Montmagny, Champlain, Saint-Maurice, Charlevoix, Saguenay, et des cités de Québec et de Trois-Rivières, acheter, louer et acquérir des propriétés et intérêts en icelles, des pouvoirs hydrauliques et des franchises s'y rapportant, en développer la force motrice, le pouvoir électrique ou autre, les utiliser pour les fins de leurs affaires, les transmettre et les vendre, les donner à bail et disposer des propriétés et intérêts en icelles ainsi que de la force motrice, faire des conventions d'exploitation avec toutes autres compagnies, personnes, sociétés ou corporations pour leur usage, établir, mettre en opération et entretenir toute installation pour l'éclairage à l'électricité, et le chauffage au gaz ou autre, vendre et disposer des pouvoirs pour l'éclairage par l'électricité ou le gaz, le chauffage et la force motrice; pourvu, toutefois, que les droits et privilèges octroyés, par les présentes, à la compagnie pour la génération, la vente et l'aliénation de l'énergie électrique, d'éclairage, de chauffage et de force motrice, en autant que son usage endehors des propriétés de la compagnie est concerné, soit soumis à toutes les lois provinciales et municipales et aux règlements y relatifs;

Pratiquer des excavations et creuser des puits, faire, bâtir, construire, ériger, poser et entretenir des réservoirs, des travaux d'aqueducs, citernes, barrages, conduits souterrains, tuyaux de drainage et autres et accessoires, exécuter et faire tous autres travaux et toutes autres choses nécessaires et convenables à l'approvisionnement, la mise en réserve, la vente, la livraison, le mesurage et la distribution de l'eau pour la génération, l'entretien ou le développement du pouvoir hydraulique, électrique ou autre force mécanique, ou pour aucun autre objet de la compagnie;

Construire, entretenir, altérer, faire, pratiquer et mettre en opération, sur les propriétés ou pour les fins de la compagnie, ou sur les propriétés sous son contrôle, des réservoirs, des écluses, des biez, coursiers et autres voies d'eau, des pouvoirs d'eau, des aqueducs, puits, chemins, jetées, quais, maisons, boutiques, moulins concasseurs et autres travaux et machineries, installations, appareils électriques et autres de toute description;

Acquérir par achat ou autrement et détenir des terres, limites à bois ou permis de coupe, lots de grève, chutes d'eau, privilèges et concessions hydrauliques, pouvoirs d'eau, droits et intérêts en iceux, construire, développer ou autrement les améliorer et les utiliser, les louer, les vendre, en faire le commerce ou autrement en disposer;

Construire, exécuter, posséder et entreprendre des travaux de toutes descriptions qui pourront être nécessaires ou utiles aux objets de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, vendre les parts, obligations, débetures et autres valeurs dans aucune autre compagnie et autrement en disposer, nonobstant les prescriptions de la section 14 de la dite loi;

Faire tout autre commerce, soit de manufacture ou autre, qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être exercé convenablement ou en rapport avec ses affaires et ses fins et nécessaire à une gestion profitable de son entreprise;

Acheter ou autrement acquérir, entreprendre et assumer toute ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des privilèges, contrats, droits, obligations et dettes d'aucune personne, société ou compagnie faisant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce identique à icelui, ou en possession de biens propres aux fins des affaires de la compagnie, émettre en paiement intégral ou partiel

bec, Portneuf, Montmagny, Champlain, Saint-Maurice, Charlevoix, Saguenay, and of the cities of Quebec and Three Rivers, to purchase, lease and acquire lands and interests therein and water powers and water privileges, and to develop therefrom any power, electrical or any energy and to use the same in connection with their business, and to transmit the same and sell, lease or dispose of lands or interest therein or power, and to enter into working arrangements with other companies, persons, firms or corporations for the use thereof, and to establish, operate and maintain any electric, gas or other lighting, heating or other plant and to sell and dispose of electric, gas or power light, heat and power; provided always that the rights and privileges hereby conferred upon the company to generate, sell and dispose of electric energy for light, heat and power, when exercised outside of the property of the company, shall be subject to all provincial or municipal laws and regulations in that behalf;

To sink wells and shafts and to make, build, construct, erect, lay down and maintain reservoirs, water works, cisterns, dams, culverts, main and other pipes and appliances, and to execute and do all other works and things necessary or convenient for obtaining, storing, selling, delivering, measuring and distributing water for the creation, maintenance or development of hydraulic, electrical or other mechanical power or for any other purpose of the Company;

To construct, maintain, alter, make, work and operate on the property of the company and for the purposes of the company, or on property controlled by the company, reservoirs, dams, flumes, race and other ways, water powers, aqueducts, wells, roads, piers, wharves, buildings, shops, stamping mills and other works and machinery, plan and electrical and other appliances of every description;

To acquire by purchase or otherwise and hold lands, timber limits or licenses, water lots, water falls, water privileges or concessions and powers and rights and interests therein, and to build upon, develop and otherwise improve and utilize the same, and to lease, sell or otherwise deal with or dispose of the same;

To construct, execute, own and carry on all descriptions of works which may be necessary or useful for the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities in any other corporation, notwithstanding the provisions of section 14 of the said Act;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking;

To purchase or otherwise acquire and undertake and assume all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes of this company's business, and to issue in payment or part pay-

de tous biens, droits et privilèges acquis par la compagnie, ou en garantie de ses obligations ou pour services rendus, des actions du capital-stock de la compagnie, souscrites ou non, entièrement acquittées et non sujettes à appel, ou encore des obligations de la compagnie;

De temps à autre, demander, acheter ou acquérir par assignation, transport ou autre procédé, exercer, employer, avoir la jouissance d'un statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, franchise, concession, droit ou privilège que les gouvernements ou pouvoirs suprêmes, municipaux ou locaux, ou toute corporation ou autre corps public, pourront avoir le droit de décréter, faire ou accorder, les payer, aider et contribuer à les mettre à effet, approprier pour défrayer le coût nécessaire de leur acquisition, les charges et dépenses en résultant, le capital-action de la compagnie, les obligations et l'actif;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie actuellement engagée ou devant s'engager dans un genre d'affaires ou de transactions que cette compagnie est autorisée à pratiquer;

Prélever et aider au prélèvement d'argent, aider, au moyen de bonus, prêt, endossement, promesse, garantie d'obligation ou autrement, aucune compagnie dans le capital-action de laquelle cette compagnie détient des parts ou avec laquelle elle pourra être en relations d'affaires, agir en qualité d'employé, agent ou gérant d'aucune corporation de ce genre ou garantir l'exécution des contrats par cette corporation ou par la ou les personnes avec qui cette compagnie peut-être en relations d'affaires;

Voir à ce que la compagnie soit enregistrée et reconnue en aucun pays étranger et y désigner les personnes qui, conformément aux lois des dits pays étrangers, la représenteront et à qui pourront être signifiées, comme à la compagnie elle-même, toute procédure ou action;

Louer, vendre ou autrement disposer de la propriété et de l'actif de la compagnie ou aucune partie d'iceux en considération de ce que la compagnie jugera convenable, y compris les parts, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Placer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété, aucun effet de l'actif et spécialement aucune action, débenture ou valeur dans aucune autre compagnie qui aura acheté ou assumé, en tout ou en partie, l'actif et le passif de cette compagnie;

Faire tous actes et toutes choses conduisant ou se rapportant à la réalisation des objets susdits ou de chacun d'eux et exercer tout commerce, soit de fabrication ou autre commerce aux fins et objets énumérés et qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être exercé convenablement par la compagnie ou calculé directement ou indirectement de nature à augmenter la valeur des droits et biens de la compagnie ou à les rendre productifs;

Faire toute et chacune des opérations autorisées par les présentes, soit seule, soit conjointement avec d'autres ou en qualité de fiduciaires, mandataires ou agents pour d'autres;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe ne doivent en aucune façon être limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou par déduction d'iceux, sous

ment for any property, rights or privileges acquired by the company or for any guarantees of the company's bonds or for services rendered, shares of the company's capital stock, whether subscribed for or not, as fully paid and non-assessable, or the company's bonds;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authorities, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body, may be empowered to enact, make or grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or otherwise, any corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager or any of such corporation or to guarantee the performance or contracts by any such corporation or by any person or persons, with whom the company may have business relations;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit;

To lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any company;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property or assets of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have purchased or taken over in whole or in part assets or liabilities of this company;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors, trustees or agents of others;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Public Service Corporation of

le nom de "Public Service Corporation of Quebec", avec un capital-action de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trente mille (30,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3635—25—2 Sous-secrétaire de la province.

Keystone Athletic Club, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mai 1915, constituant en corporation, M.M. Frederick Stewart Brown, démonstrateur; Charles Harrison Muckle, électricien; Kenneth Davidson, machiniste; Thomas Georges Larkin, agent et John Patrick Smythe, gérant; de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Etablir, entretenir et conduire un club pour l'accommodation des membres et de leurs amis; organiser une maison de club et autres commodités, et, généralement procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations d'un club;

Promouvoir et tenir des représentations théâtrales, athlétiques, musicales et autres, de même que des tournois de courses et des exhibitions de toutes sortes soit sur les terrains du club ou sur d'autres loués et occupés pour ses fins, limiter et restreindre l'assistance à ces représentations et charger un droit d'entrée spécial aux membres et autres y assistant, faire des dons et accorder des contributions pour des coupes, trophées et autres récompenses en rapport avec les dites représentations, exhibitions et courses;

Vendre, louer et autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle en considération de ce que la compagnie jugera convenable ou s'associer avec aucune personne, société, corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie aux termes et conditions jugés judicieux;

Exercer tout autre commerce identique qui pourra être utile ou dérivé de celui de la compagnie ou qui pourra lui paraître susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec le sien;

Organiser et mettre en opération un ou plusieurs clubs pour les objets ci-hauts mentionnés, déterminer la constitution et les règlements de ces clubs, statuer sur les conditions nécessaires pour être membres, sur leur expulsion et autres détails se rapportant à leur administration;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses encourues à l'occasion de l'incorporation et organisation de la compagnie;

Les susdits pouvoirs et objets de la compagnie seront considérés comme étant distincts et non dépendants les uns des autres et la compagnie pourra poursuivre la réalisation ou l'exercice de l'un ou de plusieurs de ces objets pouvoirs et fins, abstraction faite des autres, et aucune clause ne sera restreinte, dans son sens général, par référence au nom de la compagnie, ou autrement interprétée en rapport avec aucune autre clause de ces pouvoirs, objets et fins, sous le nom de "Keystone Athletic Club, Limited", avec un capital-actions de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) parts de cent piastres (100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal.

Quebec", with a capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into thirty thousand (30,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of June 1915.

C. J. SIMARD,

3636—25—2 Deputy Provincial Secretary.

Keystone Athletic Club, Limited.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of May, 1915, incorporating Messrs. Frederick Stewart Brown, demonstrator; Chas. Harrison Muckle, electrician; Kenneth Davidson, machinist; Thomas George Larkin, agent and John Patrick Smythe, manager, of the city of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of members and their friends and to provide a club house and other conveniences and generally to afford to members and their friends all the usual privileges or advantages, conveniences and accommodation of a club;

To promote and hold theatrical, athletic, musical and other entertainments as well as races, competitions and exhibitions of all sort whether on the club premises or on other leased or occupied for the purpose, to limit and restrict the attendance at such entertainments and to charge a special license fee to members and others attending the same and to give and contribute towards prizes cups, stakes and other rewards in connection with said entertainments, races, competitions and exhibitions;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company on such terms and upon such conditions as may be deemed advisable;

To carry on any other similar business which may be useful or cognate to the business of the company or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business;

To organize and operate one or more clubs for any of the purposes above mentioned and to determine the constitution and by laws of such clubs and control the conditions of membership expulsion, and other details pertaining to the management thereof;

To pay out of the funds of the company all costs expenses incurred in the incorporation and organization of the company;

The above objects, powers and purposes of the company shall be admitted to the several and not dependant on each other and the company may pursue or carry on any or more of such objects, powers and purposes without regard to the others of them and no clause shall be limited in its generality by reference to the name of the company or otherwise construed having regard to any other clause of such powers, objects and purposes, under the name of "Keystone Athletic Club, Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business, is in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3623—25-2 Sous-secrétaire de la province.

**The Lyman Real Estate Corporation,
Limited.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de juin 1915, constituant en corporation M.M. Thibaudeau Rinfret, conseil du Roi; Joseph Emile Billette; Arthur Reginald Whitney Plim-soll, avocats; Reignier Brodeur, avocat et Hector Langevin, teneur de livres, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Se livrer aux affaires générales d'immeubles, louer, acheter et transiger sur immeubles;

Arpenter, subdiviser, améliorer et développer des terrains aux fins de les vendre, ou pour d'autres fins, faire et pratiquer toute chose nécessaire et utile en rapport avec ces objets à l'effet de construire des résidences et des établissements commerciaux;

Transiger et négocier avec aucune autre compagnie pratiquant le même genre d'affaires et généralement se livrer à toute opération nécessaire au commerce d'immeubles;

Employer tout ou partie de ses fonds à l'achat de parts dans d'autres corporations se livrant en tout ou en partie à un genre d'affaires ou d'opérations semblables à celles de la compagnie;

Acquérir des héritiers fiduciaires, des légataires résiduaux ou de la succession de feu Dame Mary Corse, en son vivant de Montréal, veuve de feu Henry Lyman, les immeubles appartenant à la dite succession en la cité de Montréal, aux fins de les exploiter, développer, vendre, transporter, louer ou autrement en disposer, et les payer, soit totalement soit partiellement, avec des actions ou du capital libéré de la compagnie;

Emettre et assigner du capital libéré de la compagnie en paiement d'aucune transaction, franchise, entreprise, d'aucuns droits, privilèges, bail, licence, contrat, brevets d'invention, marques de commerce, biens-fonds, débetures et autres biens et droits que la compagnie pourra légalement acquérir;

Faire toutes autres choses et opérations en rapport avec ou utiles à l'acquisition de ces objets, l'exercice des droits et obligations pour lesquels l'existence de cette compagnie est autorisée, soit comme mandats, soit comme mandataires. En chaque espèce, les pouvoirs octroyés ne doivent être considérés comme limités ou restreints par interprétation des termes ou par déduction d'iceux

Hypothéquer, mortgager ou engager aucune propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, que la compagnie pourra posséder aux fins de se procurer aucune obligation ou débeture, ou pour toutes autres fins quelconques;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, aucun bien et actif de la compagnie, sous le nom de "The Lyman Real Estate Corporation, Limited", avec un capital-actions de cinq cent mille piastres, (\$500,000.00), divisé en cinq mille actions (5,000) de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3637—25-2 Sous-secrétaire de la province.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty eight day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3624—25-2 Deputy Provincial Secretary.

**The Lyman Real Estate Corporation,
Limited.**

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1915, incorporating Messrs. Thibaudeau Rinfret, King's Counsel; Joseph Emile Billette; Arthur Reginald Whitney Plim-soll, advocates; Reignier Brodeur, advocate and Hector Langevin, book-keeper, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate business, lease, purchase and deal in immoveables;

To survey, subdivide, improve and develop lands for the purpose of selling same, or other purposes, and do and accomplish everything necessary and useful respecting such purposes for residences and commercial or industrial establishments;

To transact and negotiate with any other company carrying on the same kind of business and generally carry on any operations necessary in the real estate business;

To employ its funds in whole or in part for the purchase of the shares of other corporations carrying on in whole or in part a business or operations similar to those of the company;

To acquire from the fiduciary heirs, residuary legatees, or from the estate, of the late Dame Mary Corse, in her lifetime of Montreal, widow of the late Henry Lyman, the immoveables belonging to the said estate in the city of Montreal, for the purpose of operating, developing, selling, conveying, leasing or otherwise disposing of same, and to pay for them either in whole or in part with shares or paid up stock of the company;

To issue and assign paid up stock of the company in payment for any business, franchise, undertaking, rights, powers, privileges, lease, license, contract, patents of invention, trade marks, immoveables, stocks, bonds debentures, and other property and rights that the company may lawfully acquire;

To do all such other things and operation in connection with or useful for the acquisition of the objects and the exercise of the powers or obligations for which the company is authorized, either as principals or as agents. The powers in each case are not to be considered as limited or restricted by interpretation of or deduction from the terms of any of them;

To hypothecate, mortgage or pledge any property moveable or immoveable, present or future which the company may own for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock, or for any other purposes whatever;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property or assets of the company, under the name of "The Lyman Real Estate Corporation, Limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this tenth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

3638—25-2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie de Théâtre de St-Hyacinthe.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix juin 1915, à "La Compagnie de Théâtre de Saint-Hyacinthe", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme de vingt mille piastres à celle de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisant le nouveau fonds social en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, comportant le paiement préférentiel d'un dividende annuel de six pour cent à même les profits réalisés chaque année par la compagnie, et quarante neuf (49) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3633-25-2 Sous-secrétaire de la province.

Deschamps Frères, Limitée

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5 juin 1915, constituant en corporation MM. Joseph Hector Deschamps, entrepreneur; Hector Deschamps, agent; Raoul Deschamps, commis; Alcide Deschamps, commis; Louis D. de Grandpré, comptable, de la ville de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie général pour le détail et de vente de liqueurs spiritueuses, conformément aux prescriptions de la loi des Licences de Québec; acquérir et vendre tous biens, effets, accessoires et marchandises qu'habituellement on acquiert, vend et dont on dispose dans les épiceries de détail et les magasins de liqueurs, et dont l'acquisition, la vente et le trafic pourront être jugés nécessaires à l'exercice de ce commerce, ou à l'augmentation et à l'expansion de l'étendue et des limites d'icelui; manufacturer tous articles, matériaux, effets, denrées et marchandises généralement acquis, gardés en magasins, achetés et vendus et dont on dispose dans ces magasins de détail, ou qui pourront être jugés nécessaires ou convenable à la mise en opération de ce commerce, à l'augmentation et à l'expansion de son étendue, et généralement, exercer le commerce de marchands en gros et en détail;

Etre agents ou représentants de manufacturiers ou de commerçants d'aucun des matériaux, articles, effets, denrées et marchandises mentionnés au paragraphe premier des présentes;

Faire aucune convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la co-opération, la consolidation ou l'amalgamation avec une ou plusieurs personnes, sociétés ou corporations exerçant ou étant sur le point d'exercer le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, qui pourront directement ou indirectement profiter à la compagnie; recevoir et autrement acquérir des parts, obligations et autres valeurs de ces personnes, sociétés, corporations, les vendre, les détenir, les ré-émettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Acquérir, posséder, détenir des biens fonds, les constructions et appartenances nécessaires à l'exercice du dit commerce, ou qui pourront être estimées convenables ou se rapportant à sa pratique, à l'augmentation de son étendue et au recul de ses limites;

Louer, prendre à bail, aliéner et disposer du tout ou de la majeure partie de l'entreprise ou du commerce de la compagnie et recevoir comme

La Compagnie de Théâtre de St-Hyacinthe.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1915, to "La Compagnie de Théâtre de Saint-Hyacinthe", increasing its capital stock from the sum of twenty thousand dollars (\$20,000.00), to that of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), the new stock to be divided into two hundred and fifty (250) 6% preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, said dividend of 6% to be paid out of the profits realized by the company every year, and forty nine (49) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

3634-25-2 Deputy Provincial Secretary.

Deschamps Frères, Limitée

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of June 1915, incorporating Messrs. Joseph Hector Deschamps, contractor; Hector Deschamps, agent; Raoul Deschamps, clerk; Alcide Deschamps, clerk; Louis D. de Grandpré, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general retail grocer and spirituous liquor merchant, according to the prescription of the Quebec License Act; for the acquisition and sale of all goods, wares, materials and merchandises usually acquired, sold and dealt in by retail groceries and liquor stores, or which may be thought necessary to be acquired, sold and dealt in for the purpose of carrying on such business, or increasing and expanding the scope and limits thereof; and to manufacture all articles, materials, goods, wares and merchandises usually acquired, carried, bought, sold and dealt in by such retail stores, or which may be necessary or convenient for the carrying into effect and increasing and expanding the scope of the said business and generally to carry on the business of wholesale and retail merchants;

To act as agent for, or representatives of, manufacturers of or dealers in any of the materials, articles, goods, wares and merchandises embraced within the provisions of paragraph I, hereof;

To enter into agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, consolidation or amalgamation with any person or persons, firms or corporations carrying on, engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or which may directly or indirectly benefit this company, and to take or otherwise acquire, shares, bonds and other securities of any such person or persons, firm or corporation, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with same;

To acquire, own and hold real estate, buildings and appurtenances necessary for the carrying on the said business, or which may be deemed convenient for or incidental to the carrying on of the same or the expansion or enlargement of the scope and limits thereof;

To let, lease, sell, alienate and dispose of the whole or any major part of the undertakings or business of the company and to receive in pay-

suite les actions, obligations, débetures et autres valeurs d'aucune personne, société ou corporation, sous le nom de "Deschamps Frères, limitée", avec un capital-action de vingt milles (\$20,000.00) piastres, divisé en huit cents (800) parts de vingt-cinq (\$25.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 5 juin 1915.

C. J. SIMARD,
3549—24—2 Sous-secrétaire de la province.

The Montreal Fish Company

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5 juin 1915, constituant en corporation MM. Samuel Mozin, commis; Harry Conhaim, voyageur; Lazarus Payne, marchand; James J. Lazarus, marchand; Barney J. Lazarus marchand, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir la clientèle du commerce actuellement exercé par William Cohen, marchand, des cité et district de Montréal, sous la raison sociale et l'appellation de "The Montreal Fish Company", et la payer avec des parts acquittées et non sujettes à appel de la compagnie;

Faire le négoce de commerçants de fruits, d'importateurs et d'exportateurs de toutes les sortes de poissons et autres produits alimentaires provenant de la mer;

Exercer tout autre commerce, soit de manufacture ou autre, qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec le commerce susdit, ou jugé de nature à augmenter la valeur des biens et droits de la compagnie ou à les rendre productifs;

Acquérir et assumer le tout ou aucune partie du commerce, de la propriété et des obligations d'aucune personne ou compagnie faisant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables aux fins de la compagnie;

Demander, acheter et autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et autres choses semblables, conférant un privilège limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucune invention qui pourra paraître susceptible d'être utilisée aux fins de la compagnie, ou dont l'acquisition pourra être calculé directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie; aussi, se servir, exercer, développer ou octroyer des licences relatives aux biens, privilèges et renseignements ainsi acquis, ou les faire autrement tourner au profit de la compagnie;

Faire des conventions pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant un commerce, engagée ou sur le point de s'engager dans des affaires et transactions, que cette compagnie est autorisée à exercer ou pratiquer, ou dans toutes affaires et transactions conduites de manières à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, prendre ou autrement acquérir les parts et valeurs des dites compagnies, les vendre, les garder, les ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Recevoir et autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement;

ment therefor any stocks, bonds, debentures or other securities of any persons, firm or corporation, under the name of "Deschamps Frères, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,
3550—24—2 Deputy Provincial Secretary.

The Montreal Fish Company

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 5th day of June, 1915, incorporating Messrs. Samuel Mozin, clerk; Harry Conhaim, traveller; Lazarus Payne, merchant; James J. Lazarus merchant; Barney J. Lazarus, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire the goodwill of the business now carried on by William Cohen, merchant, of the city and district of Montreal, under the firm name and style of "The Montreal Fish Company", and to pay for the same in paid up and non-assessable shares of the company;

To carry on the business of fish dealers, importers and exporters of all kinds of fish and other sea foods;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on conveniently in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other informations as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

To enter into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

Généralement, acheter, prendre ou louer, échanger, bailler ou autrement acquérir tout bien personnel et réel, tous droits et privilèges que cette compagnie jugera nécessaires ou convenables aux fins de son commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, acquitter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, warrants, débetures et autres documents négociables et transportables, sous le nom de "The Montreal Fish Company", avec un capital-action de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 5 juin 1915.

C. J. SIMARD,

3515—24—2 Sous-secrétaire de la province.

Quebec Engineering Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juin 1915, constituant en corporation M. M. Charles-Edmond Taschereau, notaire public; Joseph Philias Cantin, notaire public; Arthur Laflamme, commis; Lillian Ferguson, sténographe; Alice Giguère, sténographe, de la cité de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, construire, ériger, faire commerce et vendre des ponts en bois, en fer, en acier, en maçonnerie, en béton, et en béton armé, et faire le commerce de la construction des ponts dans toutes ses ramifications, manufacturer, construire, ériger et trafiquer des structures métalliques dans toutes les diverses branches s'y rapportant; faire le commerce d'entrepreneurs pour la construction, la réparation et l'altération des ouvrages et entreprise d'un caractère public et privé; manufacturer, construire et trafiquer du fer et de l'acier ainsi que de leurs produits et de tous leurs dérivés; aussi, fondre, mouler, mettre en barres les fers et aciers de toute nature et description; exercer dans toutes ses branches le commerce de fabrication d'ouvrages en fer, d'ornementation et d'architecture, de fonderie, de machinerie et d'entreprise générale, et sous tous rapports, faire tout ce qui pourra être nécessaire à la réalisation des dits objets et pour la mise en exercice des dits pouvoirs et s'engager dans tout commerce de même nature ou s'y rattachant;

Posséder et exploiter, soit à l'aide de la vapeur, de l'électricité ou autre force motrice, des tramways et des voies ferrées d'évitement sur ou à travers les terres possédées ou sous le contrôle de la compagnie, ou sur ou à travers les terrains adjacents à ceux de la compagnie, avec le consentement du propriétaire ou détenteur d'iceux, et, posséder et exploiter les locomotives et le matériel roulant s'y rapportant;

Construire ou acquérir par achat, louage ou autrement, posséder et exploiter pour son propre compte ou par bail, des remorqueurs, des barges et autres vaisseaux pour le touage et le transport des effets et marchandises de toute description, par voie d'eau, et généralement exercer le commerce d'expéditeurs, gardiens de quais et entrepreneurs;

Construire, acquérir, louer et utiliser les chemins, quais, docks, jetées de ports, élévateurs, entrepôts, bureaux et autres constructions et accommodations nécessaires aux fins commerciales de la compagnie, les vendre et les aliéner en tout ou en partie;

Construire ou autrement acquérir posséder ou exploiter des travaux d'aqueduc en rapport ou aliés au commerce de la compagnie.

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Montreal Fish Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

3516—24—2 Deputy Provincial Secretary.

Quebec Engineering Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1915, incorporating Messrs. Charles-Edmond Taschereau, notary public; Joseph Philias Cantin, notary public; Arthur Laflamme, clerk; Lillian Ferguson, stenographer; Alice Giguère, stenographer, of the city of Quebec, for the following purposes.

To manufacture, construct, erect, deal in and sell wood, iron, steel, masonry, concrete and reinforced concrete bridges, and to carry on the business of bridge building in all its branches; to manufacture, construct, erect and deal in structural metal work in all the various branches thereof; to carry on the business of contractors and for the construction, repair and alteration of public and private works and undertakings; to manufacture, construct and deal in iron and steel and the products thereof in all the branches thereof; and to cast, smelt and roll iron and steel of all kinds and descriptions; and to carry on in all its branches the business of manufacturers of ornamental and architectural iron work, founders, machinists and general contractors, and in all respects to do all that may be necessary in the attainment of the said objects and in the exercise of the said powers, and to engage in any business of a similar or kindred nature;

To own and operate, either by steam, electricity or other power, tramways and railway sidings on or over the lands owned or controlled by the company, or on or over lands adjacent to the lands of the company, with the consent of the owner or holder thereof, and to own and operate the shunting engines and rolling stock incidental thereto;

To construct or acquire by purchase, lease or otherwise, and to own and operate on its own account or for hire, tugs, barges and other vessels for the towage and conveyance of goods and merchandise of every description, by water, and generally to carry on the business of forwarders, warfingers and warehousemen;

To construct, acquire, lease and use roads, wharves, docks, piers, elevators, warehouses, offices and other buildings or facilities necessary for the purpose of the company's business and to sell and dispose of the same or any part thereof;

To construct or otherwise acquire, and to own and operate waterworks in connection with or incidental to the company's business;

Renflouer, enlever, déplacer les vaisseaux qui ont été totalement ou partiellement coulés, échoués, mis hors de services ou endommagés, et construire, entreprendre et faire toute opération nécessaire au sauvetage des navires ou de la propriété maritime;

Prendre des contrats pour le travail d'ingénieurs et autres travaux comprenant l'usage des remorqueurs, des barges ou autre vaisseau et machinerie pour la navigation;

Exercer le commerce de magasins généraux et de maisons de pensions en rapport avec le commerce de la compagnie ou en dérivant;

Etablir et maintenir, contribuer à l'établissement et au maintien d'associations, institutions, fonds de secours et commodités jugés avantageux aux employés anciens et nouveaux de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou de ceux qui dépendent de ces personnes, accorder des pensions et des permis, faire des paiements pour l'assurance, souscrire et garantir de l'argent pour des fins charitables et de bienfaisance, ou pour aucune exposition, ou encore pour aucun but public ou général;

Etre agent pour tout individu, société ou corporation faisant un commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer;

Former une association ou une organisation avec aucune compagnie pour la construction des ponts en fer ou en acier, ou avec tout individu ou société faisant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer;

Acquérir par achat, louage ou autrement, des biens personnels ou réels, la clientèle, les franchises, droits, privilèges, contrats et créances de toute nature, utiles ou se rapportant au commerce de la compagnie, suivant les termes et conditions jugés convenables, de tout individu, société ou corporation et les payer argent comptant ou partie avec du numéraire ou des parts acquittées, obligations, ou autres valeurs de la compagnie ou autrement tel qu'il sera convenu et les vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Acquérir, détenir et posséder des actions dans toute autre corporation faisant un commerce de même nature et les payer soit avec du numéraire ou partiellement avec du numéraire ou émettre des parts entièrement libérées de la compagnie en paiement total ou partiel d'icelles, ou autrement, tel qu'on pourra convenir, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, créer, posséder, mettre en opération la force motrice qui pourra être estimée nécessaire en rapport avec le commerce de la compagnie, et, vendre tout excédant de force motrice non requise pour les fins de la compagnie, dans les districts de Québec et de Trois-Rivières, le tout sujet aux lois et règlements de la province et des municipalités;

Exercer tout autre commerce dérivant des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée soit de construction, de manufacture, d'entreprise, de vente, d'entrepôts, de magasins ou autres dont l'exercice pourra être jugée utile en rapport avec celui de la compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute sorte, réelles et personnelles, pour dettes, engagements et obligations encourus ou à encourir en rapport avec les fins et objets de la compagnie s'en décharger ou en disposer pour le mieux;

Acquérir ou assumer en tout ou en partie les affaires, les biens, droits et obligations de toute personne ou compagnie faisant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens applicables aux objets de la

To raise, remove or relieve vessels which have been wholly or partially sunk, grounded, disabled or injured, and to undertake, contract for and carry out any operation necessary for the saving of ships or marine property;

To undertake contracts for engineering and other works involving the use of tugs, barges or other floating plant and machinery;

To carry out the business of general store-keepers and boarding house-keepers in connection with or incidental to the company's general business;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and licenses and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object;

To act as agent for any individual, firm or corporation carrying on business similar to the business which this company is authorized to carry on;

To form a union or working arrangement with any iron or steel or bridge company, or with any individual or firm doing a business which this company is authorized to carry on;

To acquire by purchase, lease or otherwise, property real or personal, and the goodwill, franchises, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind, useful or incidental to the business of the company, upon such terms and conditions as may be deemed advisable, from any individual, firm or corporation and to pay for the same in cash or part cash or paid up shares, bonds or other securities of the company or otherwise as may be agreed upon and to sell or otherwise dispose of or otherwise deal with the whole or any portion of the same;

To acquire, hold and own shares in any other corporation doing business of a like nature and to pay for the same either in cash or part cash or to issue fully paid up shares of the company in payment or part payment therefor, or otherwise as may be arranged and to sell or otherwise deal with the same;

To acquire or generate, own and operate such power as may be deemed necessary in connection with the business of the company, and to sell any surplus power not required for the purpose of the company, in the districts of Quebec and Three-Rivers, subject to the provincial and municipal laws and regulation;

To carry on any other business germane to the objects for which the company is incorporated, whether building, manufacturing, contracting, selling, warehousing, storing or otherwise, which it may be deemed useful to carry on in connection with the business of the company;

To take, acquire, and hold securities of any and every kind, real and personal, for debts and liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company, and to discharge or dispose of the same as may be thought best;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, rights and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of a property suitable for

compagnie, et s'associer à toute personne ou compagnie faisant un commerce de même nature;

Emettre en paiement de tout bien, privilèges ou droits acquis par la compagnie, ou en considération d'aucune union ou arrangement pour la réalisation des objets de la compagnie, des débiteures ou du stock commun ou préférentiel entièrement libéré et non sujet à appel;

Faire des arrangements pour le partage des bénéfices, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou sur le point de faire un commerce ou un genre d'affaires pour lequel cette compagnie se fait autoriser, ou toutes affaires susceptibles d'être conduites de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement, prêter de l'argent, garantir l'exécution des contrats; ou autrement aider ces personnes et compagnies; prendre et autrement acquérir des actions et valeurs de ces compagnies, les vendre, les détenir, les ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Louer, vendre ou autrement disposer de la propriété ou des entreprises commerciales de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement, pour des parts, obligations et débiteures ou valeurs d'aucune autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, tout bien de la compagnie, et en particulier les actions, débiteures ou valeurs de toutes compagnies appartenant à celles-ci, ou dont la compagnie pourra disposer;

Miner, fondre, mettre en barre, extraire ou autrement travailler le cuivre, l'étain, le zinc et autres métaux et alliages; manufacturer et trafiquer des métaux et alliages ainsi que de leurs produits généralement;

Manufacturer et trafiquer des obus, bombes, cartouches, étuis à cartouches, fusées, tubes, douilles, balles, capsules et toutes sortes de projectiles, munitions et explosifs utilisés, s'y rattachant;

Fabriquer et trafiquer des canons, mortiers, howitzers et canons de tous calibres, camions à canons, tourelles, vitonniers, garnitures de fusil, de toute description, charriots de munitions, chars blindés, autres véhicules et effets d'artillerie, généralement, des torpilles, sous-marins, vaisseaux aériens, et tous leurs accessoires et appartenances;

Exercer le commerce de navires, barges, construction de navires, dans toutes ses branches, y compris l'équipement;

Faire tout autre chose jugée nécessaire ou utile à la réalisation des objets susdits;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne doivent en aucune façon être limités ni restreints par référence à ou induction des tenues d'aucun autre paragraphe;

Pourvu, toutefois, que rien de contenu ou exprimé dans ces présentes ne sera interprété comme autorisant la construction et l'exploitation des chemins de fer, des lignes de télégraphe et de téléphone, le commerce de banque, l'émission du papier-monnaie, les affaires d'assurance ou d'une compagnie de prêt, par la dite compagnie;

Les opérations de la compagnie pourront être conduites dans toute la province de Québec, sous le nom de "Quebec Engineering Company, Limited", avec un capital action de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé

the purpose of this company, and to amalgamate with any person, or company carrying on business of a similar nature;

To issue in payment of any property, concessions or rights acquired by the company, or in consideration of any amalgamation or other arrangement for the pursuance of the company's objects, bonds or common or preferred shares of stock of the company as fully paid up and non-assessable;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engaged in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being, conducted, so as to directly or indirectly benefit this company, and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To lease, sell or otherwise dispose of the business property or undertakings of the company, or in part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To mine, smelt, roll, draw and otherwise work copper, tin, zinc and other metals and alloys, and to manufacture and deal in metals, alloys and the products thereof generally;

To manufacture and deal in shells, bombs, cartridges, cartridge cases, fuses, tubes, adapters, bullets, caps and all kinds of projectiles, ammunition and explosives used in connection therewith;

To manufacture and deal in guns, mortars, howitzers and cannons of all calibres, gun carriages, turrets, limbers and mountings of every description, ammunition waggons, armored cars and other vehicles and artillery generally, torpedoes, sub-marines and aircraft and all parts and appurtenances thereof;

To carry on the business of ship, barge and boat building in all its branches, including the equipment thereof;

To do all such other things as may be deemed necessary or useful in the attainment of the above objects;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Provided always that nothing in these presents expressed or contained shall be taken to authorize the construction and working of railways or of telegraph or telephone lines, of the business of banking, and the issue of paper money, of the business of insurance, or the business of a loan company by the said company;

The operations of the company to be carried on throughout the province of Quebec, under the name of "Quebec Engineering Company, Limited," with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred

en neuf cent quatre-vingt-dix parts (99) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,
3519—24-2 Sous-secrétaire de la province.

AVIS

La formation d'une Société sous le nom de "Colonia Larinese Mutual Benefit Society" à l'effet d'établir un fonds de secours au moyen de contributions de la part de ses membres, qui doivent être Italiens de la ville de Larino, pour se mettre en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par un ordre en conseil en date du 11 juin 1915.

Le bureau principal de la dite société est à Montréal, P. Q.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896 des S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour de juin 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor.
Québec, P. Q. 3605

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Union Marine Insurance Company, Limited", de Liverpool, Angleterre, a été enregistrée pour transiger dans la province de Québec les affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique le et après le quatorzième jour de juin, 1915.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec, est R. MacD. Paterson, 100 rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce quatrième jour de juin, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 3445—24-2

Avis est par le présent donné que "L'Association des Employés des Postes de Montréal", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but d'accorder des bénéfices funéraires à ses membres tel que mentionnée dans la déclaration qu'a précédée l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce septième jour de juin 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 3483—24-2

AVIS.

Est par le présent donné que le Bureau des Examineurs des Mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à Saint-Romuald (Etchemin), le 20 juillet 1915, pour procéder à

and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this fifth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,
3520—24-2 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE

The formation of an association under the name of the "Colonia Larinese Mutual Benefit Society", for the purpose, by means of contributions from the members of the Association, who must be Italians from the town of Larino, to make provision for the members who are afflicted by sickness, accidents or reverse of fortune and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives, has been authorized by order in council, dated 11th June, 1915.

The head office of the association is at Montreal, P. Q.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896 R. S. Q., 1909, this twelfth day of June, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3606

NOTICE.

Notice is hereby given that "The Union Marine Insurance Company, Limited", of Liverpool, England, has been registered to transact within the province of Quebec, the business of Inland Marine Insurance and Ocean Marine Insurance on and after the fourth day of June, 1915.

The name and address of the Chief Agent for the province of Quebec are R. MacD. Paterson, 100 Saint François Xavier street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., this fourth day of June, 1915.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3446—24-2

Notice is hereby given that "L'Association des Employés des Postes de Montréal", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members funeral benefits as mentioned in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this seventh day of June, 1915.

For the treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3484—24-2

NOTICE.

Is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec, will meet at Saint Romuald (Etchemin), on the 20th July, 1915, to examine candidates desiring to qualify

l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureur et classificateur de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et payer l'honoraire exigible, soit: \$4.00.

Tous les porteurs de permis temporaires devront se présenter à cet examen.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Sous Ministre Terres et Forêts.

Québec, 10 juin 1915. 3551-24-2

3178-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 5 juin 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Chénier, dans le comté d'Arthabaska, le lot No 29 du 4ème rang de Tingwick (Nos du cadastre de Tingwick 416 et 417) et d'annexer ce bienfonds à celle de Shipton, dans le comté de Richmond.

3441-24-2

Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 3498. Dame Evila Rivard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Blais, menuisier, du même lieu, Demanderesse; vs Joseph Blais, des cité et district de Montréal, Défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur le sixième jour de mai, 1915.

LOUIS MASSON,

Procureur de la Demanderesse.

Montréal, 22 mai 1915. 3579-25-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9492. Dame Mary Louisa Bowker, épouse commune en biens de George Marston, Industriel, du township de Shefford, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit George Marston, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ème jour de mai 1915.

C. A. NUTTING,

Procureur de la Demanderesse

Sweetsburg, 5 Mai 1915. 3581-25-5

Dans la Cour Supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 1621. Dame Dorcina Ouimet, de Charlesbourg, épouse de Joseph Cyrias Duguay, entrepreneur et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Cyrias Duguay, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le neuvième jour de juin 1915.

PLAMONDON & BEDARD,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 10 juin 1915. 3583-25-5

Cour Supérieure. Joliette. No 7130. Province de Québec. District de Joliette. Dame Albina Magnan, de la ville de Joliette, dit district, épouse de Honoré Duquette, ex-hôtelier, du même lieu, Demanderesse, vs Le dit Honoré Duquette, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 avril 1915.

D. A. LAFORTUNE,

Procureur de la demanderesse.

Joliette, 11 juin 1915. 3619

as log cullers and measurerers'.

Intending candidates should communicate at once with this Department and pay the fee exigible, viz.: \$4.00.

All holders of temporary permits must present themselves at this examination.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister Land and Forests.

Quebec, 10th June, 1915. 3552-24-2

3178-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 5th June, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Chénier, in the county of Arthabaska, the lot No. 29 of the 4th range of Tingwick (Nos. of the cadastre of Tingwick 416 and 417) and to annex above lot to the school municipality of Shipton, in the county of Richmond.

3442-24-2

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 3498. Dame Evila Rivard of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Blais, joiner, of the same place, Plaintiff; vs Joseph Blais, of the city and district of Montreal, Defendant.

The Plaintiff has instituted an action for separation as to property against the Defendants, on the sixth day of May, 1915.

LOUIS MASSON,

Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1915. 3580-25-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No 9492. Dame Mary Louisa Bowker, wife common as to property of Georges Marston, mecanic, of the township of Shefford, in the said district of Bedford, July authorised to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said George Marston, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause on the 5th day of May, 1915.

C. A. NUTTING,

Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 5th May, 1915 3582-25-5

In the Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 1621. Dame Dorcina Ouimet, of Charlesbourg, wife of Joseph Cyrias Duguay, contractor, and trader, of the same place duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Joseph Cyrias Duguay, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the ninth day of June, 1915.

PLAMONDON & BEDARD,

Attorneys for the Plaintiff.

Quebec, 10th June, 1915. 3584-25-5

Superior Court. Joliette. No. 7130. Province of Quebec. District of Joliette. Dame Albina Magnan, of the town of Joliette, said district, wife of Honoré Duquette, ex-hotel-keeper, of the same place, Plaintiff, vs the said Honoré Duquette, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th April, 1915.

D. A. LAFORTUNE,

Attorney for the Plaintiff.

Joliette, 11th June, 1915. 3620

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE STUDY OF THE LAW.

Examens de Juin 1915—Examinations of June 1915.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence	Collège
Ahern.....	John.....	20 ans.....	Québec.....	Collèges Sainte-Anne et Trois-Rivières.
Bouffard.....	Paul-H.....	20 ans.....	Saint-Joseph, Beauce.....	Séminaire de Québec.
Brassard.....	Louis-H.....	23 ans.....	Roberval.....	Séminaires de Chicoutimi et Québec.
DeBlois.....	Rodolphe.....	20 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Dubé.....	Oscar.....	19 ans.....	Québec.....	Collège de Lévis.
Dubuc.....	Vincent.....	21 ans.....	Chicoutimi.....	Séminaire de Chicoutimi.
Dussault.....	Léon.....	21 ans.....	Québec.....	Collège de Sainte-Anne.
Drouin.....	Paul-Henri.....	21 ans.....	Québec.....	Collège de Lévis.
Fontaine.....	Paul.....	21 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Garneau.....	Léon.....	21 ans.....	Québec.....	Collège de Sainte-Anne.
Guy.....	Athanase.....	25 ans.....	Sainte-Anne de la Pocatière..	Collège Sainte-Anne de la Pocatière.
Laflamme.....	J. L. K.....	21 ans.....	Montmagny.....	Collège des Frères.
Leclerc.....	Louis-H.....	24 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Montminy.....	Charles.....	24 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Rochette.....	Paul.....	22 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Savard.....	Arthur.....	19 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Sylvestre.....	Armand.....	25 ans.....	Charlesbourg..	Séminaire de Québec.
Tardif.....	Ancina.....	25 ans.....	Saint-Pierre de Montmagny..	Cours Privé à B. Filion.
Taschereau.....	Paul.....	20 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.

CHARLES SMITH,
Secrétaire du Barreau de Québec—Secretary of the Bar of Québec.
3587-88—25-2

Québec, 7 Juin—7th June, 1915.

TABLEAU DES ASPIRANTS A LA PRATIQUE DU DROIT.

LIST OF CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence
Couture.....	J. Sylfrid.....	23	Sherbrooke.
Lazure.....	J.-Wilfrid.....	25	Sherbrooke.

J. NICOL,
Secrétaire du Barreau, section de St-François.
Secretary of the Bar, section of St. Francis.

Sherbrooke, 5 juin—5th June, 1915.

TABLEAU DES ASPIRANTS A L'ETUDE DU DROIT.

LIST OF THE CANDIDATES TO THE STUDY OF LAW.

Nom — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence.	Collège
Crépeau.....	Henri-Emilien Côté.....	26	Saint-Camille.....	Séminaire Saint-Charles-Borromée Collège Saint-Dunstan.

J. NICOL,
Secrétaire du Barreau, section de Saint-François.
Secretary of the Bar, Section of Saint Francis.
3589-90—25-2

Sherbrooke, 5 juin—5th June, 1915.

21 JUIN 1915

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1683. Dame Marie Hussen, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Goldstein, marchand du même endroit dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Samuel Goldstein, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour, instituée en cette cause, Montréal, 15 mai 1915.

LYON-W. JACOBS,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 15 Mai 1915. 3585—25-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1694. Dame Yetta Garfinkle, épouse commune en biens de Joseph Pfeffer, des cité et district de Montréal, marchand, et dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour Supérieure, le 27 mai 1915. Demanderesse; vs Joseph Pfeffer, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 27 mai 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3653—25-2 Procureurs de la Demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 3533. Dame Alice Lafèche, de la cité et du district de Montréal, épouse de Ovila Toupin, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Ovila Toupin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

SAINT-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 14 mai 1915. 2919—21-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Léa Spooner, du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, épouse de Arthur Bouchard, hôtelier, du même lieu, demanderesse; vs Arthur Bouchard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de Mai 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 22 mai 1915. 3077—22-5

Cour supérieure. Canada. Province de Québec. District de Montréal. No 713. Dame Rose Louise LeBorgne, de Montréal, épouse de Victor Lucien Boissel, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Victor Lucien Boissel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21ème jour de mai 1915.

J. A. MOLLEUR,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 mai 1915. 3103—22-5

Province de Québec. District de Rimouski. Cour Supérieure. No 5204. Dame Marie R. de L. Cantin, épouse de Omer Levasseur, ci-devant marchand, de la paroisse de Saint-Ulric, district de Rimouski, dûment autorisé à ester en justice, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

ASSELIN & ASSELIN,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 28 mai 1915. 3361—23-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1683. Dame Marie Hussen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Goldstein, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Samuel Goldstein, Defendant.

An action in separation as to property, has this day been instituted in this cause, Montreal, 15th, May, 1915.

LYON-W. JACOBS,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 15th May, 1915. 3586—25-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1694. Dame Yetta Garfinkle, wife common as to property of Joseph Pfeffer, of the city and district of Montreal, merchant, and duly authorized to *ester en justice*, by judgment of the Superior Court, on 27th May, 1915, Plaintiff; vs Joseph Pfeffer, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant on 27th May, 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3654—25-2 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 3533. Dame Alice Lafèche, of the city and district of Montreal, wife of Ovila Toupin, trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Ovila Toupin, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

SAINT GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 15th May, 1915. 2920—21-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Lea Spooner, of the Township of Ditton, in the district of Saint Francis, wife of Arthur Bouchard, hotel-keeper, of the same place, Plaintiff; vs Arthur Bouchard, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of May, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for the Plaintiff.
Sherbrooke, 22nd May, 1915. 3078—22-5

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. No. 713. Dame Rose Louise Leborgne, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Victor Lucien Boissel, clerk, of the same place, duly authorized a *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Victor Lucien Boissel, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the defendant.

J. A. MOLLEUR,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 21st May, 1915. 3104—22-5

Province of Quebec. District of Rimouski. Superior Court. No. 5204. Mme Marie R. de L. Cantin, wife of Omer Levasseur, formerly merchant, of the parish of Saint Ulric, district of Rimouski, and duly authorized to *ester en justice*, has instituted to day an action in separation as to property against her said husband.

ASSELIN & ASSELIN,
Attorneys for the plaintiff.
Rimouski, 28th May, 1915. 3362—23-5

TABLEAU DES ASPIRANTS A LA PROFESSION D'AVOCATS 1915.

LIST OF CANDIDATES TO THE PROFESSION OF ADVOCATES, 1915

Nom — Surname	Prénom — Name	Age	Résidence
Badeau.....	Pierre-Amable.....	24 ans—years.....	Tr-Rivières—Tr. Rivers.

FRANÇOIS LAJOIE,
Secrétaire-Secretary.

Trois-Rivières, 6 juin 1915.—Three Rivers, 6th June, 1915.

ASPIRANTS A L'ÉTUDE DU DROIT.

Nom — Surname	Prénom — Name	Age	Résidence	Collège
Quesnel.....	Jacques.....	21 ans 4 mois—21 years 4 months.	Tr-Rivières—Tr. Rivers..	Séminaire de Tr-Rivières. Seminary of Tr. Rivers.

FRANÇOIS LAJOIE,
Secrétaire-Secretary.
3501-02—24-2

Trois-Rivières, 6 juin 1915.—Three Rivers, 6th June, 1915.

No 2277. C. S. B. Dame Joséphine Doyon, épouse commune en biens de Achille Veilleux, commerçant, de Saint-Georges, dûment autorisée à ester en justice, vs le dit Achille Veilleux. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinq juin courant. Saint-Joseph, Beauce, 5 juin 1915.

3511-24-2

REMI BOLDUC,
Procureur de la Dem.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par Dame Albina Cimon, de la paroisse de Saint-Hubert, épouse commune en biens de Joseph Pelletier, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, sous le No 5698, Cour Supérieure, district de Kamouraska.

LEO BERUBE,
Procureur de la demanderesse.
Fraserville, 19 mai 1915. 3023—21-2

Province de Québec. District de Montréal. No 4121. Cour Supérieure. Dame Amanda Guindon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Bélair, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Hormisdas Bélair, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 2 mars 1915.

ARCHAMBAULT & CHASSE,
3025—21-2 Avocats de la demanderesse.

No. 2277. S. C. B. Dame Joséphine Doyon, wife common as to property of Achille Veilleux, trader, of Saint Georges, duly authorized, to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property against the said Achille Veilleux, her husband. Saint Joseph, Beauce, 5th June, 1915.

3512—24-2

REMI BOLDUC,
Att. Plaintiff.

An action for separation as to property, has, been instituted this day by Dame Albina Cimon, of Saint Hubert parish, wife common as to property of Joseph Pelletier, merchant, of the same place and duly authorized to ester en justice, under No. 5698, Superior Court, district of Kamouraska.

LEO BERUBE,
Attorney for Plaintiff.
Fraserville, 19th May, 1915. 3024—21-2

Province of Quebec. District of Montreal. No. 4121. In the Superior Court. Dame Amanda Guindon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Bélair, of the same place; duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Hormisdas Bélair, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 2nd of March, 1915..

ARCHAMBAULT & CHASSE,
3026—21-2 Attorneys for Plaintiff.

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4291. Dame Admaide Burelle, épouse de Roch Marien, commerçant, de la cité de Montréal, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Roch Marien & Willie Marien, comptable du même lieu, en sa qualité de curateur au dit Roch Marien, interdit, Défendeurs.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21ème jour d'avril 1915.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 14 mai 1915. 3073—22-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 608. Dame F. Litofsky, épouse commune en biens de Salomon Grabstein, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un jugement de la Cour supérieure, Demanderesse; vs Salomon Grabstein, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur, le sixième jour de mai 1915.

JACOBS, HALL,
CÔTURE & FITCH,
3127—22-5 Procureurs de la Demanderesse.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4291. Dame Admaide Burelle, wife of Roch Marien, trader, of the city of Montreal, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Roch Marien and Willie Marien, accountant, of the same place, in his capacity of curator, of the same place, in his capacity of curator to the said Roch Marien, interdicted, Defendants.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st day of April, 1915.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 14th May, 1915. 3074—22-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 608. Dame F. Litofsky, wife common as to property of Solomon Grabstein, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice for the purposes of these presents by judgment of the Superior Court, Plaintiff; vs Salomon Grabstein, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant, on May 6th, 1915.

JACOBS, HALL,
CÔTURE & FITCH,
3128—22-5 Attorneys for Plaintiff.

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 6 juillet 1915.—Examinations, 6th July, 1915.

No	NOMS. — NAMES.	PRÉNOMS. — SURNAME.	AGE.	RESIDENCE.	COLLEGES.
1	Astrof	Harry	22	Montreal	Cours de Boissieu.
2	Abinovitch	Ph.	19	"	Montreal High Sch. & McGill University.
3	Ballantyne	L. H.	21	Westmount	McGill University.
4	Beauset	Paul	21	Montreal	Coll. Mont. Saint Louis et Coll. Sainte Marie.
5	Bernstein	Ben.	22	"	Montreal High Sch. & McGill University.
6	Burn	G. D.	22	Ottawa	McGill University.
7	Chauvin	Gustave	20	Montreal	Coll. Sainte Marie, Cours de Boissieu.
8	Chauvin	Jean	20	"	Coll. Montreal & Coll. L'Assomption.
9	Demers	Maurice, Robt.	18	"	Coll. Sainte Thérèse & Coll. Sainte Marie.
10	Desaulniers	Jacques, L.	22	"	Ecole Olier & Coll. Sainte Marie.
11	Dillon	T. P.	23	"	Collège Loyola.
12	Duverger	Paul	18	"	Mont. Saint Louis, Shortell's Academy.
13	Frischling	Ranban	17	"	Aberdeen & Belmont Schools.
14	Genest	Frank D.	21	Westmount	Ottawa Collegiate Institute.
15	Glazer	Is.	18	Montreal	William Lunn School, Cours de Boissieu.
16	Kelly	Théod. J.	20	"	University of Ottawa.
17	Lavut	Is.	21	"	McGill University.
18	Laurendeau	Chs A.	20	"	Coll. Sainte Marie.
19	Levine	Lyon	19	"	Montreal High Sch. & McGill University.
20	Liverman	Max	25	"	Catholic High Sch., Saint Kevins School.
21	Maillet	Roland	18	"	Coll. Sainte Marie & Cours de Boissieu.
22	Malo	Aimé	20	"	Sém. de Saint Hyacinthe, Cours Leblond de Brumath.
23	Martineau	J. C.	20	"	Coll. Sainte Marie.
24	O'Halloran	Melbourne	22	"	McGill University.
25	Paquin	Ubalde	21	Outremont	Coll. Sainte Marie & Cours de Boissieu.
26	Pelletier	Jos. Geo.	27	Montreal	Coll. L'Assomption, Ecole Normale J. C.
27	Piché	Edmond	23	"	Coll. Sainte Marie, Cours de Kerméno.
28	Pickel	H. G.	21	Westmount	Sém. Saint-Hyacinthe & Cours de Boissieu.
29	Pontriland	P. N.	22	Sorel	Coll. Sainte Marie, Coll. Montréal.
30	Rainville	H. F.	21	Montreal	Mont. Saint-Louis, Coll. Sainte-Marie.
31	Ranger	F. Paul	19	"	Coll. Sainte-Marie, Cours de Boissieu.
32	Renaud	Jos. R.	22	"	Sém. Sainte-Thérèse de Blainville.
33	Rodier	Jean	20	"	Coll. Sainte-Marie, Cours de Boissieu.
34	Routhier	Eug.	20	Ottawa	Sainte-Thérèse & Montréal.
35	Saint-Jacques	Louis	21	Montreal	Sém. de Saint-Hyacinthe, Leblond de Brumath.
36	Savage	James P.	17	"	Chauveau's School, A. J. Male Sanders.
37	Tessier dit Lavigne	Yves	22	"	Coll. Montréal & Coll. Sainte-Marie.

J. H. ARCHAMBAULT,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal 5 juin 1915.—Montreal, 5th June, 1915. 3547-47

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2582. Dame Sarah Sabbath, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jonah Bacher, marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jonah Bacher, marchand, des mêmes lieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mai 1915.

N. SOLOMON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 mai 1915. 3075—22-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4437. Dame Exilda Rémillard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alexandre Marcil, forgeron des mêmes lieux et la dite Exilda Rémillard, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Alexandre Marcil, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17ème jour de mai 1915.

TRUDEAU & GUERIN,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 17 mai 1915. 2979—21-2

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5400. Dame Sara Paul épouse commune en biens de Jacob Schierer, fourreur, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jacob Schierer, fourreur, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le quatrième jour de mai 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,
3129—22-5 Procureurs de la demanderesse

Avis de Faillites

Re H. Freedman, Montréal, Insolvable.
Un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection pendant les quinze jours qui suivront cette date.
Toute contestation d'icelui doit être faite devant le soussigné.

JOHN J. ROBSON,
Curateur.
211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 8 Juin 1915. 3561

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de J. V. A. Bélanger, Montréal,

Insolvable.
Avis est par le présent donné que le huitième jour de juin 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont tenus de les produire dûment attestées sous serment, dans les 30 jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSNIERS,
Curateurs-conjoints.
Bureau de Michaud & Desrosiers,
Comptables et Liquidateurs,
Chambre 24, 55 Saint-François-Xavier.
3565

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2585. Dame Sarah Sabbath, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jonah Bacher, marchand, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Jonah Bacher, marchand of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 18th day of May 1915.

N. SOLOMON,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 21st May, 1915. 3076—22-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4437. Dame Exilda Rémillard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alexandre Marcil, of the same place, blacksmith, and the said Dame Exilda Rémillard, being duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Alexandre Marcil, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the Defendant.

TRUDEAU & GUERIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 17th May, 1915. 2980—21-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No 5400. Dame Sara Paul, wife common as to property of Jacob Schierer, furrier, of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Jacob Schierer, furrier, of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property was instituted herein against the defendant on the fourth day of May, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,
3130—22-5 Attorneys for Plaintiff.

Bankrupt Notices

Re H. Freedman, Montreal, Insolvent.
A dividend sheet in this matter has been prepared and will be open to protest for fifteen days after this date.

Any contestation of the same must be made to the undersigned.

JOHN-J. ROBSON,
Curator.
211, McGill street, Montreal.
Montreal, 8th June, 1915. 3562

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of J. V. A. Bélanger, Montreal,

Insolvent.
Notice is hereby given that on the 8th day of June, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J.-WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSNIERS,
Joint Curators.
Office of Michaud & Desrosiers,
Accountants and Liquidators.
Room 24, 55 Saint François Xavier street.
3565

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de J. A. Myette, Montréal,
Insolvable.

Avis est par le présent donné aux créanciers du dit failli qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à lundi le 5 juillet 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ROBERT WILSON,
Curateur.

Bureau de Wilson & Ferrie & Co., C. A.,
108-110, "Board of Trade Bldg.",
42 rue Saint-Sacrement, Montréal, Qué.
3571

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 40.

Dans l'affaire de P. C. Charron, "Maison Bissonnette", marchand-général, Victoriaville, P. Q.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire au taux de 10%, payable au bureau du soussigné, No 83 rue Craig-Ouest, Power Bldg., chambre 403, le ou après le 24 juin 1915.

Toute contestation sur le dit bordereau de dividende doit être produite entre les mains du curateur, avant cette date.

HERMAS GARIEPY,
Curateur.

Montréal, 8 juin 1915.

3573

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de R. Charland, Joliette, P. Q.
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 29 juin 1915. Après cette date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

MICHAUD & DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & Desrosiers,
Comptables et liquidateurs,
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 10 juin 1915. 3575

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 154.

Dans l'affaire de Weir & Knowlton, Westmount,
Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en la susdite affaire, sujet à contestation jusqu'au 28 juin 1915, après laquelle date, les dividendes seront payables au bureau de Finlayson & Gardiner, 305, Edifice Power, 83 rue Craig-ouest, Montréal.

W. G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Curateurs conjoints.

Montréal, 10 juin 1915.

3597

Re J. F. Ouellet, Thetford Mines, marchand,
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera payable à notre bureau, le ou après le 28 juin 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs conjoints.

Office: 98 rue Saint-Pierre, Québec, Qué.
Québec, 8 juin 1915. 3577

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of J. A. Myette, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given to the creditors of the said insolvent that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until Monday, the 5th day of July, 1915, after which date dividends will be payable at my office.

ROBERT WILSON,
Curator.

Office of Wilson, Ferrie & Co., C. A.
108-110 Board of Trade Building.
42 Saint Sacrement street, Montreal, Que.
3572

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 40.

In the matter of P. C. Charron, "Maison Bissonnette" General-Merchant, Victoriaville, P. Q.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter at the rate of 10% payable at the office of the undersigned, 83, Craig street West, Power Bldg. Room 403, on or after the 24th day of June, 1915.

Any opposition to said dividend sheet must be filed with the Curator before that date.

HERMAS GARIEPY,
Curator.

Montreal, 8th June, 1915.

3574

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re R. Charland, Joliette, P. Q.,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 29th day of June, 1915, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

MICHAUD & DESROSIERS,
Joint Curator's.

Office of Michaud & Desrosiers,
Accountants & Liquidators,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 10th June, 1915. 3576

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 154.

In the matter of Weir & Knowlton, Westmount,
Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, open to objection until 26th of June, 1915, after which date dividends will be payable at the office of Finlayson & Gardiner, 305 Power Building, 83 Craig street west, Montreal.

W. G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Joint Curators.

Montreal, 10th June, 1915.

3598

Re J. J. Ouellet, Thetford Mines, merchant.
Notice is hereby given that a first and final dividend have been prepared in this matter, and will be payable at our office on or after 28th June, 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint Curators.

Office: 98 Saint Peter street., Quebec, Que.
Quebec, 8th June, 1915. 3578

In re J. Maurice Lavigne, hôtelier, Ville-Marie, P. Q.

Avis vous est par le présent donné que j'ai été, ce jour, par ordre de la Cour, nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être transmises dans les trente jours de cet avis, si elles ne m'ont pas déjà été transmises.

J. E. COUTURE,
Curateur.
3591

Hull, 10 juin 1915.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Trois-Rivières.

No 475.

Dans l'affaire de Salem Coury & Elie Michel, tous de la ville de Grand'Mère, y faisant affaire ensemble sous la raison sociale de Courty & Michel, Débiteurs-Insolvables.

Avis est par le présent donné que les susdits débiteurs ont fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au Bureau du Prothonotaire de la Cour supérieure, du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

S. DUGAL,
Gardien provisoire.

Désy & Langlois, avocats,
36 Bonaventure, Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 8 juin 1915.

3595

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re J. Cossman & Co., Montreal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le susdit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire, à Montréal.

ALEXANDER BURNETT,
Gardien provisoire subrogé.

Montréal, 14 juin 1915.

3615

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 259.

In re J. W. Blanchet, Montréal, Insolvable.

Avis est donné que le 14 juin 1915, par ordre de la Cour Supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 19 juin 1915.

3617

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Kamouraska.

Dans l'affaire de J.-E. Lapointe, Fraserville, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux le 7 juillet 1915.

Toute contestation de ce dernier doit être déposée entre mes mains avant la date susmentionnée.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureaux de Kent & Turcotte,
Montréal.

3639

In re J. Maurice Lavigne, hotelkeeper, Ville-Marie, P. Q.

Notice is hereby given to you that by order of the court, I have been appointed to-day, curator to this estate.

Sworn claims not yet in my hands must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Curator.
3592

Hull, 10th June, 1915.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers,

No. 475.

In the matter of Salem Coury & Elie Michel, both of the town of Grand'Mère, and there carrying on business together under the firm name of Coury & Michel, Insolvent-Debtor.

Notice is hereby given that the above debtors have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court, of the district of Three Rivers, according to law.

S. DUGAL,
Provisional Guardian,

Désy & Langlois, advocates,
36 Bonaventure, Three Rivers.
Three Rivers 8th June, 1915.

3596

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. Cossman & Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has this day made in the Prothonotary's Office in Montreal, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

ALEXANDER BURNETT,
Deputy Provisional Guardian.

Montreal, 14th June, 1915.

3616

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 259.

Notice is hereby given that on the 14th June, 1915, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99 Saint James street.
Montreal, 19th June, 1915.

3618

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Kamouraska.

In the matter of J.-E. Lapointe, Fraserville, Que.

Notice is hereby given that a first dividend has been prepared and will be payable at our office on the 7th of July, 1915.

Any contestation of same must be deposited with me before the date above mentioned.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal.

3640

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Arthabaska.
Dans l'affaire de Descoteaux & Pepin, Limitée,
Victoriaville, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux le 7 juillet 1915.

Toute contestation de ce dernier doit être déposée entre mes mains avant la date susmentionnée.

J. A. TURCOTTE,
Liquidateur.

Bureaux de Kent & Turcotte.
Montréal.

3641

Dans la Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

No 1687.

Chabot, Réclamant-Cession; vs Joseph Ouellet,
Failli.

Dans l'affaire de Joseph Ouellet, mécanicien, de la cité de Québec.

Avis vous est par le présent donné que le dit Joseph Ouellet, mécanicien, a fait ce jour cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du dit insolvable.

LAUREAT PICARD,
Gardien Provisoire.

Bureau: 93 rue Saint-Pierre, Québec.

Téléphone, 382.

Québec, 12 juin 1915.

3655

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 263.

Jules Faubert, a, ce jour, fait cession de ses biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

JOHN WATTERSON,

Montréal, 9 juin 1915.

3677

Cour Supérieure.

Province de Québec
District de Joliette.

In re J. H. Payette, Saint-Lin des Laurentides,
Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que le susdit insolvable, a, ce 14ième jour de juin 1915, fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Joliette.

VINCENT LAMARRE,
Pro-gardien provisoire.

Bureaux: 820 Edifice "Power".

Montréal, 14 juin 1915.

3673

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montcalm.

In re Victor Gingras, Mont Laurier, Qué.,
Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 3 juillet, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 Craig ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".

Montréal, 16 juin 1915.

3671

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Arthabaska.
In the matter of Descoteaux & Pepin, Limited,
Victoriaville, Que.

Notice is hereby given that a first dividend has been prepared and will be payable at our office, on the 7th of July, 1915.

Any contestation of same must be deposited with me before the date above mentioned.

J. A. TURCOTTE,
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal.

3642

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

No 1687.

Chabot, Petitioner for assignment; vs Joseph Ouellet,
Insolvent.

In the matter of Joseph Ouellet, machinist, of the city of Quebec,

Notice is hereby given that the said Joseph Ouellet, machinist, has this day made an abandonment of his property for the benefit of his creditors and that I was appointed provisional guardian to the property of the aforesaid insolvent.

LAUREAT PICARD,
Provisional Guardian.

Office: 93 Saint Peter street, Quebec.

Tel. 382.

Quebec, 12th June, 1915.

3656

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 263.

Jules Faubert, has, this day, made a judicial abandonment and I have been appointed provisional guardian.

JOHN WATTERSON,

Montreal, 9th June, 1915.

3678

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.

In re J. H. Payette, Saint-Lin des Laurentides,
Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent, has, this 14th day of June, 1915, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court, of the district of Joliette.

VINCENT LAMARRE,
Deputy Provisional Guardian.

Office: 820 "Power" building.

Montreal, 15th June, 1915.

3674

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montcalm.

In re Victor Gingras, Mont Laurier, Que.,
Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 3rd July, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.

Montreal, 16th June, 1915.

3672

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Jean-Baptiste Cadrin, Saint-Anselme, comté
Dorchester, marchand, a, le 15 juin 1915, fait
cession de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
ciers au bureau du protonotaire de la Cour supé-
rieure du district de Québec, conformément à
la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 16 juin 1915. 3667

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Arthabaska.

In re Achille Simpson, Lyster, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du
14 juin 1915, j'ai été nommé curateur aux biens
de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations
contre cette succession sont requises de les pro-
duire devant moi dans les trente jours de cette
date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 juin 1915. 3669

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 271.

Abraham Ennenberg, a, ce jour, fait cession
de ses biens, et j'ai été nommé gardien provi-
soire.

JAMES D. GOLDIE,
Montréal, 14 juin 1915. 3675

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 613.

Re Joseph Chouinard, boulanger, Lévis,
Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'un deuxième
et dernier bordereau de dividende a été préparé
en cette affaire qu'il sera sujet à objection jus-
qu'au 6 juillet 1915, alors qu'il sera payable à nos
bureaux.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureaux: Edifice Dominion.
Québec. 3721

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Luz. Frankel & Minnie Frankel, commer-
çants, de Montréal, Insolvable.
Avis vous est donné que le 14ème jour de mai
1915, par un ordre de la cour, j'ai été nommé
curateur à la succession des sus-nommés qui ont
fait une cession judiciaire de leurs biens et effets
pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon
bureau, sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 19 juin 1915. 3687

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Jean Baptiste Cadrin, Saint Anselme, Dor-
chester county, merchant, has, on the 15th of
June, 1915, made a judicial assignment of his
property for the benefit of his creditors, at the
prothonotary's office of the Superior Court, for
the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.
Quebec, 16th June, 1915. 3668

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Arthabaska.

In re Achille Simpson, Lyster, Insolvent.
In virtue of an order of the court dated 14th
June, 1915, I have been appointed curator to
this estate.

All persons having claims against this estate
are requested to file them with me within thirty
days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.
Quebec, 16th June, 1915. 3670

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 271.

Abraham Ennenberg, has, this day, made a
judicial abandonment, and I have been appointed
provisional guardian.

JAMES D. GOLDIE,
Montreal, 14th June, 1915. 3676

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No 613.

Re Joseph Chouinard, baker of Levis,
Insolvent.
Notice is hereby given that a second and final
dividend sheet has been prepared in this matter
that it will remain opened to objection till 6th
June, 1915, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Offices: Dominion Building, Quebec.
Quebec, 17th June, 1915. 3722

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Luz. Frankel & Minnie Frankel, traders,
Montreal, Insolvents.
Notice is hereby given that on the fourteenth
day of May, 1915, by an order of the Court, I was
appointed curator to the property and assets of
the said insolvents who has made a judicial
abandonment of his property and assets for the
benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month
from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No 11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 19th June, 1915. 3688

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 219.

George Cecil Thomas & Howell Ritson,
"Thomas & Ritson", ont, ce jour, fait cession
de leurs biens, et j'ai été nommé gardien provi-
soire.

FREDERICK WILLIAM ATKINSON,
Montréal, 8 juin 1915. 3679

District de Montréal.

Re Arthur Clermont, épicier, Maisonneuve,
Failli.
En vertu d'un ordre de la cour en date du 14
juin 1915, j'ai été nommé curateur aux biens du
dit failli.

Les réclamations sous serment devront être
produites entre mes mains dans les trente jours
de cette date.

EUGENE PREVOST,
Curateur.

Bureau de Prevost & Bédard,
107, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 16 juin 1915. 3689

Avis

Avis est par le présent donné que la compagnie
d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse
de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, dans le comté
de Nicolet, dans la province de Québec, a satisfait
aux dispositions de l'article 6889 des Statuts
refondus de la province de Québec, 1909, et que
47 personnes dûment qualifiées ont signé leurs
noms sur le livre de souscriptions et se sont
engagées à prendre un montant total d'assurance
de \$29,550.00.

Donné conformément à l'article 6889 des
Statuts refondus de la province de Québec, 1909,
ce douzième jour de juin, mil neuf cent quinze.

OMER BEAULAC,
Président.

Emile Noury,
Secrétaire. 3621

En liquidation**EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS***Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de C.C. Cottrell, Limited, Mont-
réal, P. Q., En liquidation.

Avis est par le présent donné que le 8ième jour
de juin 1915, par ordre de cour, le soussigné a été
nommé liquidateur aux biens de la dite compa-
gnie en liquidation.

Les réclamations assermentées doivent être
produites dans les trente jours au bureau du
liquidateur.

H. MURRAY GARDNER, A. C. A.
Liquidateur.

128-129 Coristine Bldg.
20 rue Saint-Nicolas.
Montréal, 8 juin 1915. 3563

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 219.

George Cecil Thomas & Howell Ritson,
"Thomas & Ritson", have, this day, made a
judicial abandonment of their property, and I
have been appointed provisional guardian.

FREDERICK WILLIAM ATKINSON.
Montreal, 8th June, 1915. 3680

District of Montreal.

Re Arthur Clermont, grocer, Maisonneuve,
Insolvent.
In virtue of an order of the Court dated 14th
June, 1915, I have been appointed curator to the
above estate.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this notice.

EUGENE PREVOST,
Curator.

Office of Prevost & Bédard,
107, Saint James street, Montreal.
Montreal, 16th June, 1915. 3690

Notice

Notice is hereby given that "La Compagnie
d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse
de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet", in the county
of Nicolet, in the province of Quebec, has com-
plied with the provision Article 6889 of Revised
Statutes of the province of Quebec, 1909, and
that 47 duly qualified persons have signed their
names in the subscription book and bound
themselves to effect insurance to the amount of
\$29,550.00.

Given pursuant to the Article 6889 of the
Revised Statutes of the province of Quebec, 1909,
this twelfth day of June, one thousand nine
hundred and fifteen..

OMER BEAULAC,
President.

Emile Noury,
Secretary. 3622

In Liquidation**UNDER THE WINDING-UP ACT***Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of C. C. Cottrell, Limited, Mont-
real, P. Q., In Liquidation

Notice is hereby given that on the 8th day of
June, 1915, by an order of the Court, the under-
signed was appointed liquidator of the property
of the said company in liquidation.

Sworn claims must be filed within thirty days
at the office of the liquidator.

H. MURRAY GARDNER, A. C. A.
Liquidator.

128-129 Coristine Building.
20 Saint Nicholas street.
Montreal, 8th June 1915. 3564

SOUS L'AUTORITE DE LA LOI DES LIQUIDATIONS ET DE SES AMENDEMENTS

Cour Supérieure.

District de Montréal.

Dans l'affaire de "Parkers Limited",

En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré en cette affaire et sera sujet à objection au bureau du Liquidateur, No 142 rue Notre-Dame-ouest, Montréal, jusqu'au 2 juillet 1915, après quelle date, les dividendes seront payés.

GORDON W. SCOTT,
Liquidateur.
"PARKERS LTD.",
En liquidation.

Bureau de P. S. Ross & Sons,
Comptables licenciés,
142 rue Notre-Dame-ouest.
Montréal, 12 juin 1915.

3569

Ordre de Cour

*Cour Supérieure.*Province de Québec,
District de Richelieu.

No 5720.

P. J. A. Cardin & al, Demandeurs; vs Ed. Vigneault, Défendeur, et Dame Sarah Martel, Opposante, et les demandeurs, Contestants.
Le premier jour de juin mil neuf cent quinze.

Sur l'ordre de l'honorable juge A. A. Bruneau, J. C. S., donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit "Edmond Vigneault" commerçant ci-devant du village de Pierreville, district de Richelieu, mais actuellement de Malesworth, district de Pontiac, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Richelieu, à Sorel, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle" de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

COUSINEAU & DAUPHINAIS,
3439—24-2 P. C. S.

Vente par Encan

CHEMIN DE FER DU QUEBEC CENTRAL.

VENTE PAR ENCAN DE BAGGAGE ET D'EFFETS NON RÉCLAMÉS

La compagnie du chemin de fer du Québec Central, donne par le présent avis qu'elle vendra par enchère publique, à l'entrepôt Fuller & Wiggett, vis-à-vis son hangar à marchandises, Sherbrooke, P. Q., mardi, le 6 juillet 1915, à 10 heures de l'avant-midi, une quantité de pièces de machinerie, garnitures de maison et autres objets divers.

J. H. WALSH,
Gérant-Général.
Sherbrooke, 28 Mai 1915. 3133—22-6

UNDER THE WINDING-UP ACT AND ITS AMENDMENTS

Superior Court.

District of Montreal.

In the matter of Parkers Limited,

In Liquidation.

Notice is hereby given that a first and final divided has been declared in this matter and will be open to objection at the liquidator's office, No. 142 Notre Dame street west, Montreal, until the second day of July, 1915, after which date dividends will be paid.

GORDON W. SCOTT,
Liquidator.
PARKERS LTD.,
In Liquidation.

Office of P. S. Ross & Sons,
Chartered Accountants,
142 Notre Dame street west.
Montreal, 12th June, 1915.

3570

Order of the Court

*Superior Court.*Province of Quebec,
District of Richelieu.

No. 5720.

P. J. A. Cardin & al, Plaintiff; vs Ed. Vigneault, Defendant, and Dame Sarah Martel, Opposant; and the Plaintiffs, Contestants.

The first day of June one thousand nine hundred and fifteen.

Upon the order of the Honourable Justice A. A. Bruneau, J. S. C., given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Edmond Vigneault, trader, heretofore of the village of Pierreville, district of Richelieu, but now of Malesworth, district of Pontiac, defendant, the creditors of said defendant, who have not yet filed their claims in this case are hereby called upon to file same at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Richelieu, at Sorel, within fifteen days from the date of the first insertion of the "Official Gazette" of Quebec, pursuant to the provisions of articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

COUSINEAU & DAUPHINAIS,
3440—24-2 P. S. C.

Auction Sale

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

AUCTION SALE OF UNCLAIMED FREIGHT AND BAGGAGE

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at Fuller & Wiggett's warehouse, opposite their freight shed, Sherbrooke, P. Q., on Tuesday, 6th July, 1915, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of machinery, household effects and other sundries.

J. H. WALSH,
General Manager.
Sherbrooke, 28th May, 1915. 3134—22-6

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **A** **DRIEN BELLE-**
No 138. } **MARE & FRE-**
RE, faillis; & **LEFAIVRE & GAGNON**, cura-
teurs.

Comme appartenant aux faillis:

Un immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous le numéro cent trente huit (No 138), mesurant une superficie approximative de douze mille six cents pieds —et les bâtisses y érigées, à distraire la partie nord-est appartenant à Madame Excina Fortin Lafond, suivant ses titres, à distraire aussile coin sud dudit emplacement comprenant le terrain situé sous la maison bâtie, le terrain servant de devanture jusqu'au chemin public et le terrain au sud-est de la dite maison, représentant un terrain d'environ quarante pieds de profondeur sur une largeur de vingt-neuf pieds, sans mesure précise, la maison servant de ligne au sud-est et au sud-ouest.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Médard de Warwick, le **SIXIEME** jour de **JUILLET** prochain, 1915, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 22 mai 1915. 3099
[Première publication, 29 mai 1915].

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

WARRANT OF THE CURATOR.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **A** **DRIEN BELLEMA-**
No. 138. } **RE & FRERE**, in-
solvents; & **LEFAIVRE & GAGNON**, curators.

As belonging to the insolvents:

An immoveable known and designated on official plan and book of reference of the township of Warwick, under number one hundred and thirty-eight (138), measuring an approximative superficies of twelve thousand and six hundred feet—and the buildings thereon erected, less the north-easterly part belonging to Mrs Excina Fortin Lafond, according to her titles, less also the southerly corner of the said emplacement, comprising the ground on which the house is built, the land serving of frontage to the public road and the land to the south-east of the said house, representing a piece of ground of about forty feet in depth by a width of twenty nine feet, without precise measure, the house being the line to the south-east and to the south-west.

To be sold at the parochial church door of Saint Medard de Warwick, on the **SIXTH** day of **JULY** next, 1915, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's Office, Sheriff
Arthabaska, 22nd May, 1915. 3100
[First published, 29th May, 1915].

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } **J.** **COME LANC-**
Valleyfield, à savoir: } **TOT**, marchand,
No 4059. } de la paroisse de
Saint-Isidore de Laprairie, district de Montréal,
Dmandeur; vs **J. H. BRAULT**, de Sainte-
Martine, district de Beauharnois, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Deux lopins de terre ou emplacements situés dans le village de la paroisse de Sainte-Martine, connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Martine, sous les numéros deux cent soixante-quatre et deux cent soixante-cinq (Nos 264 et 265)—avec les bâtisses dessus érigées, à distraire cependant du dit lot deux cent soixante-cinq, un morceau de terrain mesurant quarante-sept pieds de largeur sur quarante-deux pieds de profondeur; borné au nord par le numéro deux cent soixante-sept, à l'est, par le numéro deux cent soixante-trois, à l'ouest par le numéro deux cent soixante-six, et au sud par le résidu du dit numéro deux cent soixante-cinq—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Martine, comté de

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } **J.** **COME LANC-**
Valleyfield, to wit: } **TOT**, merchant, of
No. 4059. } the parish of Saint
Isidore de Laprairie, district of Montreal,
Plaintiff; vs **J. H. BRAULT**, of Sainte-Martine,
District of Beauharnois, Defendant.

As belonging to said defendant.

Two parcels of land or emplacements situated in the village of the parish of Sainte-Martine, known and designated upon the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Martine, under the numbers two hundred and sixty four and two hundred and sixty five (Nos. 264 and 265)—with the buildings thereon erected; to deduct however from said lot two hundred and sixty five, a parcel of land measuring forty seven feet in width by forty two feet in depth; bounded towards the north by the lot number two hundred and sixty seven, towards the east by the lot number two hundred and sixty three, towards the west by the lot number two hundred and sixty six, and towards the south by the residue of said lot two hundred and sixty five—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Martine, county of Châteauguay,

Châteauguay, VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 14 juin 1915.
3651—25-2

[Première publication, 19 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.
Valleyfield, à savoir: } DAME MARGARET-
No 2732. } ISABELLA HOD-
GESON, institutrice, des cité et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de Richard Henry
Metcalf, contracteur et entrepreneur de la ville
de Châteauguay, susdite et dûment autorisée en
justice, Demanderesse; vs RICHARD HENRY
METCALFE, de la ville de Châteauguay, dit
district, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un lot de terre connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
Joachim de Châteauguay, et déposés au bureau
d'enregistrement du comté de Châteauguay, le
1er avril, comme étant la subdivision No 11 du
lot originaire No 44 (44-11)—avec les bâtisses
dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay,
dit district de Beauharnois, SAMEDI, le
VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain
1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 14 juin 1915.
3665—25-2

[Première publication, 19 juin 1915.]

on FRIDAY, the TWENTY THIRD day of
JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 14th June, 1915.
3652—25-2

[First published, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.
Valleyfield, to wit: } DAME MARGARET-
No. 2732. } ISABELLA HOD-
GESON, teacher, of the city and district of Mont-
real, wife common as to property of Richard
Henry Metcalf, contractor of the town of
Châteauguay and duly authorized to ester en
justice, Plaintiff; vs RICHARD HENRY MET-
CALFE, of the town of Châteauguay, said
district, Defendant.

As belonging to said defendant.

A lot of land known and designated upon
the official plan and book of reference of the
parish of Saint Joachim de Châteauguay, and
filed in the Registry office of the county of Châ-
teauguay, on the 1st April, as being the subdivi-
sion No. 11 of the lot original No. 44 (44-11)—
with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint Joachim de Châteauguay, said
district of Beauharnois, on SATURDAY, the
TWENTY FOURTH day of JULY next, 1915,
at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 14th June, 1915.
3666—25-1

[First published, 19th June, 1915.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette.
Joliette, à savoir: } LUDGER BELISLE, bour-
No 7107. } geois de Rawdon, Dem-
mandeur; contre THADENS W. HAY, du même
lieu, Défendeur.

1. Tous les droits et prétentions que le défen-
deur a et peut avoir sur le lot de terre numéro
quinze b (15 b) du neuvième rang du canton de
Rawdon, suivant le plan et livre de renvoi officiels
du cadastre de partie du dit canton.

2. Un moulin à scie et accessoires bâti sur le lot
de terre numéro quinze a (15 a) du neuvième rang
du dit canton, suivant les dits plan et livre de
renvoi officiels du dit cadastre et les droits du
défendeur dans un chemin sur ce lot pour commu-
niquer du chemin public au dit moulin;

3. Tous les droits et prétentions que le défen-
deur peut avoir sur un morceau de terre contenant
environ cinquante acres en superficie; borné au
sud-est par la décharge du Lac Brennan, au nord
est par Veuve Magloire Venne ou représentants,
au nord-ouest par Joseph Venne ou représentants,
—avec une maison, grange et autres bâtisses,
étant une partie nord-ouest du lot numéro seize a
(16 a) du neuvième rang du susdit canton,

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
under-mentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.
Joliette, to wit: } LUDGER BELISLE, gen-
No. 7107. } tleman, of Rawdon, Plain-
tiff; against THADENS W. HAY, of the same
place, Defendant.

1. All the rights and pretensions that the
Defendant has or may have upon the lot of land
number fifteen b (15 b) of the ninth range of the
township of Rawdon, according to the official
plan and book of reference of the cadastre of
part of said township.

2. A saw mill and accessories thereof built
upon the lot of land number fifteen a (15 a) of
the ninth range of said township according to
aforesaid official plan and book of reference of
said cadastre, and the rights of the Defendant
in a road upon said lot to communicate from the
public highway to said saw-mill.

3. All the rights and pretensions that the defen-
dant may have upon a parcel of land containing
about fifty acres in superficies; bounded on the
south east by the discharge of Lake Brennan, on
the north east by Widow Magloire Venne, or
representatives; on the north west by Joseph
Venne, or representatives—with a house, barn
and other buildings, the said parcel of land being
the north west part of the lot number sixteen a

suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre.

4. Les lots numéros quinze *b*; seize *a* et seize *b*, (15 *b*, 16 *a* et 16 *b*) du dixième rang, dits canton et cadastre.

5. Environ un tiers sud-est du lot numéro quinze *a* du dixième rang, dits canton et cadastre; borné en front par le lot 15 *b* en arrière par Henry Smith, d'un côté par le lot 16 *b* et de l'autre par Thomas Rowan.

6. Un morceau de terre d'environ quarante-quatre acres en superficie; borné en front par le dixième rang dit canton, en arrière et au sud-ouest par un chemin conduisant au lac Clair, étant une partie sud-ouest du lot de terre seize *b* (16 *b*) du onzième rang, dits canton et cadastre.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Patrice de Rawdon, MARDI, le VINGTIÈME jour de JUILLET, 1915, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 10 juin 1915. 3649—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH CHENIER,
No 5092. } Demandeur; contre
les terres et tenements de ABRAHAM BOLDO-
VICK et MAX COHEN, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs l'immeuble suivant savoir:

Un lot de terre sis et situé dans la ville Saint-Pierre, comté d'Hochelaga, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre (4), de la subdivision officielle du lot numéro quatre (4), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro cent vingt-un (121), du cadastre de la paroisse de Montréal, de la contenance de cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur; borné en front par une ruelle projetée de quarante pieds de largeur, en arrière par la moitié du lot No 3, dans la subdivision du lot No 121—avec dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 14 juin 1915. 3607—25-2
[Première publication, 19 juin 1915].

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FRANCOIS REGIS
No 146. } VINET ET AL., cu-
rateurs aux biens de JOSEPH REMI DION,
de la ville de Saint-Lambert, et y faisant affaires
seul sous le nom de "Dion Hardware & Furniture
Company", insolvable; et THOMAS H. BAKER,
requérant.

(16 *a*) of the ninth range of said township, according to the said official plan and book of reference of said cadastre.

4. The lots numbers fifteen *b*, sixteen *a* and sixteen *b* (15 *b*, 16 *a* and 16 *b*), of the tenth range, aforesaid township and cadastre.

5. The south east third part or thereabout of the lot number fifteen *a* of the tenth range, aforesaid township and cadastre; bounded in front by the lot 15 *b*, in rear by Henry Smith, on one side by the lot 16 *b* and on the other side by Thomas Rowan.

6. A parcel of land of about forty four acres in superficies; bounded in front by the tenth range of said cadastre, in rear and on the south west by a road leading to Lac Clair, being the south west part of the lot sixteen *b*, (16 *b*) of the eleventh range, aforesaid township and cadastre.

To be sold at the church door of Saint Patrice de Rawdon, on TUESDAY, the TWENTIETH day of JULY, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Shérif.
Joliette, 10th June, 1915. 3650—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH CHENIER,
No. 5092. } Plaintiff; against the
lands and tenements of ABRAHAM BOLDO-
VICK and MAX COHEN, Defendants.

Seized as belonging to the said Defendants the following immoveables to wit:

A lot of land lying and situate in the town of Saint Pierre, county of Hochelaga, district of Montreal, known and designated under the number four (4), of the official subdivision of the lot number four (4), of the official subdivision of the lot known and designated under the number one hundred and twenty one (121), of the cadastre of the parish of Montreal, containing fifty feet in width by eighty-six feet in depth; bounded in front by a projected lane of forty feet in width, in rear by the half of lot No. 3, in the subdivision of lot No. 121—with dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Shérif.
Montreal, 14th June, 1915.
[First published, 19th June, 1915].

CURATORS WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FRANCOIS REGIS
No. 146. } VINET ET AL., cu-
rators to the property of JOSEPH REMI DION
of the town of Saint Lambert, and there doing
business alone under the name of "Dion Hard-
ware and Furniture Company", Insolvent; and
THOMAS H. BAKER, Petitioner.

Un emplacement situé en la ville de Saint-Lambert, connu et désigné sous le numéro huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre vingt-deux (182-8) sur le plan officiel et au livre de renvoi de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant ledit lot quarante cinq pieds en largeur par cent quarante cinq en profondeur, le tout, mesure anglaise, et plus ou moins, sans aucune garantie quant à la contenance exacte, et borné comme suit: en avant par l'avenue Victoria, en arrière par le numéro de lot officiel 162, d'un côté, par le numéro de lot 182-7, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 182-9—avec toutes les bâtisses dessus construites, et aussi avec droit de passage sur une ruelle ou passage en arrière du lot adjacent situé du côté sud-est dudit lot ci-haut décrit, pour communiquer le long à la partie sud-est du dit lot adjacent avec l'avenue Victoria.

Sujet aux droits de la "Record Foundry & Machine Co.", et dans deux fournaies "Calorific No 824" complètes, comprenant les tuyaux manomètres et autres accessoires, en vertu de son titre de venderesse non payée d'après un contrat de louage daté le ou vers le 26 juin 1914, et par entente avec les créanciers hypothécaires, en date du 5 juin 1915.

Pour être vendu à Longueuil, au bureau du registraire pour le comté de Chambly, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 14 juin 1915. 3609—25-2
[Première publication, 19 juin 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LUDGER HAME-
No 4377. } LIN, Demandeur;
contre les terres et tenements de NEREE VAS-
SEUR, Défendeur.

Un terrain ayant front sur la rue Boulevard Monk, quartier Emard, à Montréal, connu sous le numéro trois cent quarante-huit (348) de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent douze (3912) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq (25) pieds de largeur par quatre-vingt-deux (82) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées et les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 14 juin 1915. 3611—25-2
[Première publication, 19 juin, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA COMPAGNIE
No 3397. } CARRIERE &
FRERE, LIMITEE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, et LACROIX LEGER, LIMITEE, compagnie incorporée ayant son siège d'affaires au même lieu, Demandeurs; contre les terres et tenements de J. ADELARD CANUEL & LOUIS CANUEL, tous deux marchands, des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs les immeubles suivants, savoir:

Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur la rue De Gaspé, connus et dési-

A lot of land situated in the town of Saint Lambert, known and designated under the number eight of the official subdivision of the original lot number one hundred and eighty two (182-8) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, measuring, the said lot forty five feet in width by one hundred and forty five feet in depth, the whole english measure and more or less without any warranty as to precise measurements, and bounded as follows: in front by Victoria avenue, in rear by official lot number 162, on one side by the lot number 182-7, and on the other side by the lot official number 182-9—with the buildings thereon erected, and also with the right of passage in a lane or passage at the rear of the adjacent lot situated on the south east side of the said lot above described, to communicate along the south east portion of said adjacent lot with Victoria avenue.

Subject to the rights of the "Record Foundry & Machine Co.", in and on two furnaces "Calorific No. 824", complete, comprising piping, registers and other accessories, on its title of unpaid vendor in virtue of leasing contract dated on or about 26th June, 1914, and as per agreement by the mortgage creditors, dated 5th June, 1915.

To be sold at Longueuil, in the office of the Registrar of the county of Chambly, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 14th June, 1915. 3610—25-2
[First published, 19th June, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LUDGER HAMELIN,
No. 4377. } Plaintiff; against,
dant the lands and tenements of NEREE VAS-
SEUR, Defendant.

A lot of land fronting on Boulevard Monk, Emard Ward, at Montreal, known under the number three hundred and forty-eight (348) of the official subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve (3912) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five (25) feet in width by eighty two (82) feet in depth, english measure and more or less—with the buildings thereon erected and the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 14th June, 1915. 3612—25-2
[First published, 19th June, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA COMPAGNIE
No. 3397. } CARRIERE &
FRERE, LIMITEE, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, and LACROIX LEGER, LIMITEE, a company duly incorporated with its head office at the same place, Plaintiff's; against the lands and tenements of J. ADELARD CANUEL & LOUIS CANUEL, both merchants, of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the above defendants, the following immoveables, to wit:

An emplacement composed of two lots of land fronting on De Gaspé street, known and design-

gnés sous les numéros 2443 et 2444 de la subdivision du lot originaire numéro 2643 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal,—avec bâtisses dessus construites et droit de passage à perpétuité, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 16 juin 1915. 3657—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **WILLIAM OLIER, ET**
No 4317. } **AL., es-qual., De-**
mandeurs; contre les terres et tenements de **THEODULE LACHAPELLE, Défendeur.**

Le lot numéro six cent vingt-sept (627) de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-trois (23) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; borné en front par la rue Nicolet—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du Shérif, Montréal, 14 juin 1915. 3613—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ANTHIME DUBUC,**
No. 3357. } **Demandeur; contre**
les terres et tenements de **JOSEPH MARCOTTE Défendeur.**

1. Neuf lots de terre connus sous les Nos 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, de la subdivision officielle, du lot No 83 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; bornés en front par une rue connue sous le No 2, de la subdivision No 83.

2. Quatre lots de terre connus sous les Nos 25, 26, 27, 28 de la subdivision officielle du lot No 83, des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, bornés en front par une rue connue sous le No 29 de la subdivision du dit lot No 83.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 16 juin 1915. 3661—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME CATHERINE**
No 1343. } **McRAE, des cité et**
district de Montréal, veuve de feu Richard Willing, en son vivant du même endroit, Demanderesse; contre les terres et héritages de **J. REMI PHANEUF, Défendeur, maintenant aux mains de L. D. Gareau, curateur au délaissement.**

Un certain emplacement situé, rue De Saint-Valier (autrefois, rue Huntly), connu et désigné comme étant la partie sud-est de la subdivision numéro cinq cent quarante-six (8-546 pt. s.e.), du lot officiel numéro huit, au plan et livre de

ated under the numbers 2443 and 2444 of the subdivision of the lot original number 2643, upon the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, district of Montreal,—with the buildings thereon erected and a right of way forever in the lane situate in rear of said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office, Montreal, 16th June, 1915. 3658—25-2
[First publication, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILLIAM OLIER, ET**
No. 4317. } **AL., es-qual., Plain-**
tiffs; against the lands and tenements of **THEODULE LACHAPELLE, Defendant.**

The lot of land number six hundred and twenty seven (627) of the official subdivision of the lot original number twenty three (23) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Nicolet street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's Office, Montreal, 14th June, 1915. 3614—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ANTHIME DUBUC, Plain-**
No. 3357. } **tiff; against the lands**
and tenements of **JOSEPH MARCOTTE, Defendant.**

1. Nine lots of land known under the Nos. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23, of the official subdivision of the lot No. 83 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles; bounded in front by a street known under the No. 2 of the subdivision of said lot No. 83.

2. Four lots of land known under the Nos. 25, 26, 27 and 28, of the official subdivision of the lot No. 83, of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles; bounded by a street known under the No. 29 of the subdivision of said lot No. 83.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office, Montreal, 16th June, 1915. 3662—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME CATHERINE**
No. 1343. } **McRAE, of the city**
and district of Montreal, widow of the late Richard Willing, in his lifetime, of the same place, Plaintiff; against the lands and tenements of **J. REMI PHANEUF, Defendant, but now in the hands of L. D. Gareau, curateur au délaissement.**

That certain emplacement fronting on De Saint Valier street, (formerly Huntly), known and designated as the south east portion of subdivision number five hundred and forty six of official lot number eight (8-546, s. e., pt.), on

renvoi du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comprenant seize pieds et huit pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en avant, en allant vers le nord-est, par la rue De Saint-Valier, en arrière par une ruelle, d'un côté, en allant vers le sud-est, par le lot No 8-547; et de l'autre côté, en allant vers le nord-ouest, par une autre partie du dit lot No 8-546, avec le droit de passage en commun avec d'autres, sur la ruelle d'arrière—aussi, avec la maison en brique solide contenant trois logements connus sous les numéros 300, 302, 302a, rue De Saint-Valier, maintenant en voie de construction dessus.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 juin 1915. 3659—25-2
[First publication, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DANIEL McAVOY, WIL-
No 380. } FRED A. HANDFIELD
ET ARTHUR HANDFIELD, tous trois avocats,
faisant affaires ensemble sous les nom et raison
sociale de McAvoy, Handfield & Handfield,
Demandeurs; contre les terres et ténements
de LOUIS RIOPELLE, Défendeur.

Six lots étant connus et désignés sous les Nos. 2, 3, 4, 5, 6 et 7, de la subdivision originale du lot No 755 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis; bornés en front par la rue Saint-Norbert, en la cité de Montréal—ainsi que les bâtisses dessus érigées, dépendances et circonstances, le tout formant une seule exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 juin 1915. 3663—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALPHONSE LARI-
No 311. } VIERE & JOSEPH
PAQUETTE, tous deux des cité et district de
Montréal, et y faisant affaires ensemble et en
société, comme plombiers-couvreurs, sous le nom
de Larivière et Paquette, Demandeurs; contre
les terres et ténements de CLOVIS DAGENAIS,
Défendeurs.

Deux lots de terre ayant front sur l'Avenue Van Horne, en la ville d'Outremont, district de Montréal, connus et désignés comme étant les numéros deux cent soixante et onze et deux cent soixante-douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-huit (38-271 et 272), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant chacun des dits lots vingt-sept pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 juin 1915. 3643—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing sixteen feet eight inches in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less; bounded in front to the north east by De Saint Valier street, in rear by a lane, on one side, to the south east, by lot No. 8-547, and on the other side, to the north west, by another portion of said lot No. 8-546, with the right of way in common with others in the lane in rear—and with the solid brick house, containing three dwellings, known as numbers 300, 302 and 302a De Saint Valier street, now in course of construction thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th June, 1915. 3600—25-2
[First publication, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DANIEL McAVOY, WIL-
No 380. } FRID A. HANDFIELD
AND ARTHUR HANDFIELD, all three advo-
cates, practising together under the firm name
and style of "McAvoy, Handfield & Handfield",
Plaintiffs; against the lands and tenements of
LOUIS RIOPELLE, Defendant.

Six lots of land known and designated under the Nos. 2, 3, 4, 5, 6 and 7, of the original subdivision of the lot No. 755 of the official plan and book of reference, of the Saint Louis ward; bounded in front by Saint Norbert street, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, dependencies and circumstances, the whole forming one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th June, 1915. 3664—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALPHONSE LARI-
No 311. } VIERE & JOSEPH
PAQUETTE, both of the city and district of
Montreal, and there carrying on business together
in partnership, as plumbers and roofers, under
the name Larivière & Paquette, Plaintiffs;
against the lands and tenements of CLOVIS
DAGENAIS, Defendant.

The lots of land fronting on Van Horne Avenue, in the town of Outremont, district of Montreal, known and designated as being the numbers two hundred and seventy one and two hundred and seventy two of the official subdivision of the original lot number thirty eight (38-271 and 272), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, each said lot containing twenty seven feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th June, 1915. 3644—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

21 JUIN 1915

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } **LE CREDIT FON-**
No 3388. } **CIER FRANCO-****CANADIEN**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **JOSEPH LAPOINTE**, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement ayant front rue Notre-Dame, en la ville de Maisonneuve, faisant partie du lot No (1) un, de la subdivision officielle du lot No (18) dix-huit, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; tenant en avant au sud-est à la rue Notre-Dame, en arrière au nord-ouest, à une ruelle de quinze pieds de largeur et portant le No 15 de la subdivision, du côté sud-ouest au résidu du dit lot No 18-1, appartenant à Dame Philomène Godard ou représentants, et du côté nord-est à la propriété de M. Olivier Massicotte ou représentants, mesurant, la dite partie, trente-sept pieds et six pouces de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur, dans la ligne nord-est et cent vingt-six pieds et six pouces dans la ligne sud-ouest—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif
Montréal, 15 juin 1915. 3645—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } **PAUL J. VALEN-**
No 73. } **TINE**, Curateur
aux biens de G. Zudick, Failli; et **LOUIS BOYER**
ET AL., Réclamants.

Un immeuble composé de deux lots de terre situés dans le quartier Laurier, en la cité de Montréal; bornés en front par le Boulevard Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les subdivisions douze cent soixante-neuf et douze cent soixante-dix du lot officiel onze (11-1269 et 1270), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses sus-érigées; le tout formant une seule exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif
Montréal, 15 juin 1915. 3647—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

MANDAT DE CURATEUR.**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } **J. G. DUHAMEL**, cu-
No 127a 444. } **RATEUR** aux biens
de **Osias Lamoureux**, Failli; et **DAME AZILDA**
DE LAMIRANDE, Requéranter.

Un certain emplacement ayant front sur l'Avenue Greene dans la ville de Westmount, contenant cent quatorze (114) pieds de largeur, en front, et quatre-vingt-dix-sept (97) pieds de largeur en arrière, par cent deux (102) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et étant composé:

(a) Des lots numéros quatre-vingt-neuf, quatre vingt-dix et quatre-vingt-onze, au plan de subdivi-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.Montréal, to wit: } **LE CREDIT FON-**
No 3388. } **CIER FRANCO-****CANADIEN**, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOSEPH LAPOINTE**, Defendant.

A lot of land or emplacement fronting on Notre Dame street, in the town of Maisonneuve, forming part of the lot number one (1), of the official subdivision of the lot number eighteen (18) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front, towards the south-east, by Notre-Dame street, in rear, towards the north west by a lane of fifteen feet in width and bearing the No. 15 of said subdivision, on the south west side by the residue of said lot No. 18-1, belonging to Dame Philomène Godard or representatives, and on the north east side by the property of Mr. Olivier Massicotte or representatives, measuring, the said part, thirty seven feet and six inches in width by one hundred and twenty five feet in depth, on the north east line and one hundred and twenty six feet and six inches on the south west line—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th June, 1915. 3646—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*Montréal, to wit: } **PAUL J. VALEN-**
No 73. } **TINE**, Curator to
the property of G. Zudick, Insolvent; and
LOUIS BOYER ET AL., Claimants.

An immoveable composed of two lots of land situate in Laurier ward, in the city of Montreal; bounded in front by Saint Lawrence Boulevard, known and designated as being the subdivisions twelve hundred and sixty nine and twelve hundred and seventy of the official lot number eleven (11-1269 and 1270), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected; the whole forming one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th June, 1915. 3648—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

CURATOR'S WARRANT.**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*Montréal, to wit: } **J. G. DUHAMEL**, curator
No 127a 444. } **to the property of**
Osias Lamoureux, Insolvent; and **DAME AZILDA**
DE LAMIRANDE, Petitioner.

That certain emplacement fronting on Greene Avenue in the town of Westmount, containing one hundred and fourteen (114) feet in width, in front, and ninety seven (97) feet in width, in rear, by one hundred and two (102) feet in depth, english measure and more or less and being composed of:

(a) Lots numbers eighty nine, ninety and ninety one, of the subdivision plan of lot number

vision du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-89-90-91) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

(b). De la partie nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-douze au plan de subdivision du dit lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-partie n.-o. de 92) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal, contenant, cette partie du dit lot, trente-neuf pieds de front et vingt-deux pieds en arrière de largeur, par une profondeur de cent deux pieds (30 et 22-102), mesure anglaise et plus ou moins et étant bornée en front par l'avenue Greene, en arrière par une ruelle, d'un côté par une partie du dit lot mesurant douze (12) pieds de largeur, au nord de la ligne du Pacifique Canadien, et vendue à la corporation de Westmount, et de l'autre côté par le lot numéro quatre-vingt-onze (91) ci-dessus mentionné—avec les bâtisses dessus construites et spécialement les maisons portant les numéros civiques mille soixante-quatorze à mille quatre-vingt-dix inclusivement de la dite Avenue Greene, et avec droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 25 mai 1915. 3097—22-2
[Première publication, 29 mai 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILLIE MILLEN ET
No 4231. } GEORGES MILLEN, tous deux des cité et district de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société comme marchands de bois, charbon, etc., sous la raison sociale de "Millen & Frère", Demandeurs; contre les terres et tenements de JULES COMTE, Défendeur.

Un terrain portant le numéro huit cent quarante-un de la subdivision du numéro originaire quatre cent quatre-vingt-huit (488-841) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet; borné en front par la rue Dufferin, avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit lot et—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 Mai 1915. 3145—22-2
[Première publication, 29 Mai 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPHAT JORON,
No 4664. } Demandeur; contre les terres et tenements de WILLIAM ROSENBERG et DAME HELMINA KLEEN, veuve de Mority Green, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre ou emplacement sis et situé sur la rue de Normanville (ci devant Avenue Sherbrooke), dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro six cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq (No 5-622), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, avec droit de passage dans la ruelle en commun avec d'autres mais sans porter nuisance dans la dite ruelle—et avec maison dessus construites, lequel dit lot

three hundred and eighty four (384-89-90-91), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

(b) The north west part of lot number ninety two of the subdivision plan of said lot number three hundred and eighty four (384 n.-w. pt of 92) upon the official plan and book of reference of the said parish of Montreal, containing above part of said lot, thirty nine feet in front and twenty two feet in rear, in width, by one hundred and two feet in depth (30 and 22-102), english measure and more or less, and being bounded in front by Greene Avenue, in rear by a lane, on one side by a part of said lot measuring twelve (12) feet in width, north of the Canadian Pacific Railway line, and sold to the corporation of Westmount, and on the other side by the lot number ninety one (91) above mentioned—with the buildings thereon erected and especially the houses bearing the civic numbers one thousand and seventy four to one thousand and ninety inclusively of said Greene Avenue, together with the use of the lane in rear of said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 25th May, 1915. 3098—22-2
[First published, 29th May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILLIE MILLEN AND
No. 4231. } GEORGES MILLEN, both of the city and district of Montreal, and there carrying on business together in partnership as dealers in wood, coal etc., under the firm name of "Millen & Brothers", Plaintiffs; against the lands and tenements of JULES COMTE, Defendant.

A lot of land bearing the number eight hundred and forty one of the subdivision of the lot original number four hundred and eighty eight (488-841), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; bounded in front by Dufferin street, with the common use of the lane in rear of said lot and—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 26th May, 1915. 3146—22-2
[First published, 29th May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPHAT JORON, Plain-
No. 4664. } tiff; against the lands and tenements of WILLIAM ROSENBERG AND DAME HELMINA KLEEN, widow of Mority Green, Defendants:

Seized as belonging to the said defendants the following immoveable, to wit:

A lot of land or emplacement lying and situate on DeNormanville street, (formerly Sherbrooke Avenue), in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and designated as being the lot of land number six hundred and twenty two of the official subdivision of the lot original number five (No. 5-622), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, with the use of the lane in common with others without obstructing the same—and with the house thereon erected, said lot of land (No. 5-622)

de terre (No 5-622) fait le coin des rues Normanville et DeFleurimont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 Mai 1915. 3147—22-2
[Première publication, 29 Mai 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME CAROLINE GA-
No 2284. } BOURY, de la pa-
roisse de Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe
veuve d'Arsène Robitaille, en son vivant
commerçant de bois des cité et district de Mont-
réal, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs
issus de son mariage avec le dit A. Robitaille,
savoir: Jacques Robitaille et Jean Charles Robi-
taille, Demanderesse; contre les terres et ténements
de DAME CLEOPHAS BISSONNETTE,
épouse séparée de biens de Charles Dubé et le dit
Charles Dubé tant personnellement que pour
autoriser son épouse aux présentes et al., Défendeurs.

Saisi comme appartenant à EDOUARD MARCOTTE, l'un des défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre situé sur le côté nord de la 2ème Avenue, maintenant rue DeVilliers, en le quartier Emard, en la cité de Montréal, portant le numéro cent cinquante huit (158) de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent trente 3930) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage avec tous les autres y ayant droit dans la ruelle desservant le dit lot de terre —et avec une maison en bois lambrissée en brique y érigée et contenant deux logements.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 Mai 1915. 3149—22-2
[Première publication, 29 Mai 1915.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LOUIS HORMIDAS
No 1155. } LEVASSEUR, de
Québec, et EDGAR LEVASSEUR, de la Rivière
du Loup, faisant affaires à Québec, comme im-
portateur de vins sous les nom et raison sociale
de "L. H. Levasseur enregistrée", contre Eu-
GENE BOISSY, de Québec, à savoir:

Le lot No 170, (cent soixante-et-dix) de la subdivision du lot No 3755, (trois mille sept cent cinquante-cinq), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Laviguer avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une rente foncière annuelle de \$8.00 payable à l'Hotel-Dieu de Québec, le premier mai chaque année.

forming the corner of Normanville and DeFleurimont streets.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JUNE, next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 26th May, 1915. 3148—22-2
[First published, 29th May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME CAROLINE GA-
No. 2284. } BOURY, of the parish
of Saint Hilaire, district of Saint Hyacinthe,
widow of Arsène Robitaille, in his lifetime lumber
dealer of the city and district of Montreal, in her
capacity of tutrix to the minor children issued of
her marriage with the said A. Robitaille, to wit:
Jacques Robitaille and Jean Charles Robitaille,
Plaintiff against the lands and tenements of
DAME CLEOPHAS BISSONNETTE, wife
separate as to property of Charles Dubé and the
said Charles Dubé, both personally and to
authorize his wife for the purposes hereof, et al.,
Defendants.

Seized as belonging to Edouard Marcotte, one of the Defendants herein, the following immovable, to wit:

A lot of land situate on the north side of 2nd Avenue, now DeVilliers street, in Emard ward, in the city of Montreal, bearing the number one hundred and fifty eight (158) of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and thirty (3930) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by eighty feet in depth, english measure and more or less, with the use of the lane adjoining the said lot in common with others having rights therein —and with wooden house encased with brick, containing two dwellings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th May, 1915. 3150—22-2
[First published, 29th May, 1915.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } LOUIS HORMIDAS LE-
No. 1155. } VASSEUR, of Quebec,
and EDGAR LEVASSEUR, of Rivière du Loup,
carrying on business at Quebec as wine importers,
under the firm name and style of "L. H. Levas-
seur, Enregistrée"; against EUGENE BOISSY,
of Quebec, to wit:

The lot No. 170 (one hundred and seventy), of the subdivision of the lot No. 3755 (three thousand seven hundred and fifty-five), of the official cadastre for Saint John Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Laviguer street—with the buildings thereon erected circumstances and dependencies, subject to an annual ground rent of \$8.00 payable to the "Hotel-Dieu de Quebec", on the first may of every year.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Bureau du Shérif. Shérif.
Québec, 17 juin 1915. 3719—25-2
[Première publication, 19 juin 1915].
Deuxième publication, 3 juillet 1915].

Ventes par le Shérif—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Malbaie, à savoir: } FRANCOIS GAGNON,
No 3028. } marchand de Saint-Hilarion, Failli; et HENRI SIMARD, Curateur et JOSEPH GARIEPY, marchand de la Baie St-Paul, Requéant.

(a) Les lots Nos 56, 57, 58, 59, 60, 62, 63 du cadastre de la paroisse de Saint-Urbain, rang Tremblay.

b. Un terrain pouvant contenir trente-cinq (35) arpents en superficie, étant une partie sud-ouest du lot No 1 dans le quatrième rang du cadastre de Saint-Hilarion; borné au nord, partie au chemin du quatrième rang et partie au terrain d'Ovide Tremblay, au sud par les lots un (1) et deux (2) "A" du troisième rang du cadastre de Saint-Hilarion, à l'ouest, par la ligne séparant Saint-Urbain de Saint-Hilarion et du côté est, par le terrain d'Ovide Tremblay;

c. La partie ouest du lot numéro un (1) du dit cadastre de Saint-Hilarion, dans la troisième rang; borné à l'ouest par la ligne séparant Saint-Urbain de Saint-Hilarion, au sud par la ligne séparant les terres du troisième rang de Saint-Hilarion de celles du rang Sainte-Croix, même paroisse, au nord par le trait carré du quatrième rang et à l'est par le terrain de Eustache Simard ou représentants, pour une partie, et par le terrain d'Origène Dufour ou représentants, pour l'autre partie;

d. Un terrain pouvant contenir dix-huit (18) arpents en superficie, étant une partie ouest du numéro deux "A" (2-A) du dit cadastre de Saint-Hilarion, troisième rang; borné à l'ouest par le lac de la Mine, vers l'est, par la partie est du dit lot numéro deux "A" (2-A), au nord par le quatrième rang, et au sud par la partie sud du dit lot numéro deux "A" (2-A), sous la réserve quand aux dits lots numéros 1 et 2 "A" du dit cadastre de Saint-Hilarion, troisième rang, des droits suivants, savoir: 1. La coupe, à perpétuité, du bois qui croît ou croîtra sur l'arpent le plus rapproché pris immédiatement alentour du lac de la Mine, et situé sur les dits lots; 2. Un arpent en toute propriété, contigu à celui ci-dessus ou réserve est faite de la dite coupe ou toute de bois;

e. Une pointe de terre, en la paroisse de Saint-Hilarion, rang Sainte-Croix, de contenance indéterminée et composée d'une partie sud-ouest du lot de terre No 51 du cadastre de Saint-Hilarion; borné au nord, par le No 54, au sud, par le chemin public et à l'ouest, par le terrain de Jules Tremblay ou représentants;

f. Une langue de terre au chemin de 36 pieds de largeur sur deux arpents de longueur étant une

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, 17th June, 1915. 3720—25-2
[First published, 19th June, 1915].
[Second published, 3rd July, 1915].

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Malbaie, to wit: } FRANCOIS GAGNON,
No. 3028. } merchant, of Saint Hilarion, Insolvent; and HENRI SIMARD, Curator and JOSEPH GARIEPY, merchant, of Baie St-Paul, Petitioner.

a. The lots number 56, 57, 58, 59, 60, 62, 63, of the cadastre of the parish of Saint Urbain, range Tremblay;

b. A lot of land of about thirty five (35) arpents in superficies, being the south west part of the lot number one (1) in the fourth range of the cadastre of Saint Hilarion; bounded towards the north, partly by the public highway of the fourth range and partly by the land of Ovide Tremblay, towards the south by the lots one (1) and two (2) "A" of the third range of the cadastre of Saint Hilarion, on the west side by the division line between the parish of Saint Urbain and Saint Hilarion and on the east side by the land of Ovide Tremblay;

c. The west part of the lot number one (1), of the said cadastre of Saint Hilarion, in the third range; bounded on the west by the division line between the parishes of Saint Urbain and Saint Hilarion, towards the south by the division line between the lands of the third range of Saint Hilarion from that of Sainte Croix, same parish, towards the north by the rear range line of the fourth range and towards the east partly by the land of Eustache Simard or representatives and partly by the land of Origène Dufour or representatives.

d. A lot of land of about eighteen (18) arpents in superficies being the west part of the lot number two "A" (2-A), of the said cadastre Saint Hilarion, third range; bounded towards the west by the "Lac de la Mine", towards the east by the east part of said lot two "A" (2-A), towards the north by the fourth range, and towards the south by the south part of said lot number two "A" (2-A) save and except the following rights on said lots Nos. 1 and 2-A of the said cadastre of Saint Hilarion, third range, to wit: The cut, forever, of the timber growing or which may grow on one arpent of land immediately surrounding the "Lac à la Mine" and situate on the said lots; 2. The full ownership of one arpent of land contiguous to the above arpent of land whereon the cut of timber is reserved;

e. A strip of land situate in the parish of Saint Hilarion, range Sainte-Croix, of indefinite area, composed of the south west part of lot No. 51 of the cadastre of Saint Hilarion; bounded on the north by the lot No. 54, on the south by the public highway, on the west by the land of Jules Tremblay or representatives;

f. A strip of land or road of 36 feet in width by two arpents in depth being the centre part of lot

partie centre du No 54, dit cadastre, rang Sainte-Croix, la dite langue de terre étant un prolongement du chemin que le dit F. X. Gagnon a acquis d'Origène Dufour dans le troisième rang de Saint-Hilarion, et devant se prendre en ligne avec le prolongement du cordon aux grandes lignes séparant Saint-Urbain de Saint-Hilarion.

Pour être vendu en un seul et même lot, *en bloc*, à la porte de l'église de Saint-Hilarion, le TROISIEME jour de JUILLET prochain à ONZE heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif. Shérif.
Malbaie, 26 mai 1915. 3173—22-2
[Première publication, 29 mai 1915].

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } JOSEPH ADE-
No 132. } LARD GAU-
DET, avocat de la ville de Mégantic, district de Saint-François, Demandeur; vs ELZEAR LECOURS, du canton de Ditchfield, district de Beauce, Défendeur:

Saisis comme appartenant au dit Défendeur:

Le lot numéro deux cent soixante-dix-sept (No 277) du canton de Marston, d'après les plan cadastral et livre de renvoi officiels pour le dit canton—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zénon de Piopolis, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 26 mai 1915. 3135—22-2
[Première publication, 29 mai 1915].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } IN RE DUCHES-
No 447. } NEAU, DU-
CHESNEAU & CIE, LIMITEE, Requérent-
Cession; et JOSEPH NARCISSE COSSETTE, Débitteur-Cédant; et HENRI BISSON, Curateur.

Comme appartenant au dit débiteur-cédant, savoir:

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, et étant le numéro huit cent quatre-vingt (880), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement, fait pour la dite cité des Trois-Rivières—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en

No. 54, said cadastre, range Sainte Croix, the said strip of land being an extension of the road which the said F. X. Gagnon has acquired from Origène Dufour, in the third range of Saint Hilarion, and to be taken in line with the prolongation of the division line between Saint Urbain and Saint Hilarion.

To be sold as the one and same lot, *en bloc*, at the church door of the parish of Saint Hilarion, on the THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office. Sheriff.
Malbaie, 26th May, 1915. 3174—22-2
[First published, 29th May, 1915].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } JOSEPH ADELARD
No. 132. } GAUDET, advo-
cate, of the town of Mégantic, district of Saint Francis, Plaintiff; vs ELZEAR LECOURS, of the township of Ditchfield, district of Beauce, Defendant.

Seized as belonging to said Defendant:

The lot number two hundred and seventy-seven (No. 277) of the township of Marston, upon the official cadastral plan and book of reference for the said township—with the buildings and dependencies thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zenon de Piopolis, on the TWENTY NINTH day of JUNE next, 1915, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office. Sheriff.
Sherbrooke, 26th May, 1915. 3136—22-2
[First published, 29th May, 1915].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } IN RE DUCHES-
No. 447. } NEAU, DU-
CHESNEAU & CIE, LIMITEE, Petitioner for assignment; and JOSEPH NARCISSE COSSETTE, Insolvent-Debtor; and HENRI BISSON, Curator.

As belonging to said insolvent-debtor, to wit:

An emplacement situate in the city of Three Rivers, and being the number eight hundred and eighty (880), of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said city of Three Rivers—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city

la cité des Trois-Rivières, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 juin 1915. 3691—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **G E O R G E S**
No 79. } **VENIERE**
NICOL, Demandeur; vs J. A. COTE ET AL.,
Défendeurs.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession nord-ouest du chemin des Piles, de forme irrégulière, contenant un quart d'arpent de terre en superficie, borné en front par le dit chemin des Piles, en profondeur et du côté sud-ouest par les représentants de feu Jean Baptiste Gerin Lajoie et Denis Lajoie ou représentants, et du côté nord-est par un ruisseau, le dit emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro deux cent vingt-cinq (P. No 225), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble la maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Flore, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHAS. DUMOULIN,
Bureau du shérif. Shérif
Trois-Rivières, 14 juin 1915. 3693—25-2
[Première publication, 19 juin 1915.]

MANDAT DU CURATEUR.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **I N R E: J. H. B E-**
No 454. } **GIN, Enregis-**
trée, requérante-cession; et EPHREM LESAGE,
Débiteur-cédant; HENRI BISSON et VINCENT
LAMARRE, curateurs-conjoints.

Comme appartenant au dit débiteur-cédant, savoir:

1. Un emplacement de forme irrégulière situé au nord du chemin public en la paroisse du Cap de la Madeleine, mesurant trente pieds de largeur sur le chemin public, et vingt-deux pieds de largeur à sa profondeur, sur une profondeur de quatre-vingt pieds dans sa ligne sud-ouest et soixante-quinze pieds dans sa ligne nord-est, le tout à mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en profondeur par Georges Rocheleau, du côté sud-ouest à une rue projetée, portant le nom de rue Saint-Georges, et du côté nord-est au terrain décrit en second lieu—avec bâties, circonstances et dépendances.

2. Un emplacement aussi situé au nord du chemin public en la dite paroisse du Cap de la Madeleine, mesurant quarante-cinq pieds de largeur sur le chemin public et trente-neuf pieds de largeur à sa profondeur, sur une profondeur de soixante-dix pieds dans sa ligne nord-est et soixante-quinze pieds dans sa ligne sud-ouest, le tout à mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord-est par Georges Rocheleau, et du côté sud-ouest par le terrain décrit en premier lieu, les deux emplacements ci-dessus décrits, faisant tous les deux partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente-quatre (134), du cadastre officiel de la paroisse du cap de la Madeleine.

Pour être vendu en bloc, comme un seul et même immeuble, à la porte de l'église de la pa-

of Three Rivers, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 17th June, 1915. 3692—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **G E O R G E S V E-**
No. 79. } **NIERE NICOL,**
Plaintiff; vs J. A. COTE ET AL., Defendants.

An emplacement situate in the parish of Sainte-Flore, in the north west concession of the "Chemin des Piles", of irregular outline, containing one quarter arpent in superficies, bounded in front by the said "Chemin des Piles", in rear and on the south west side by the representatives of the late Jean Baptiste Gerin Lajoie and Denis Lajoie or representatives, and on the north east side by a brook, the said emplacement being known and designated as forming part of the lot of land number two hundred and twenty five (Pt. No. 225), upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore—together with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Flore, on the TWENTY FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. DUMOULIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, 14th June, 1915. 3694—25-2
[First published, 19th June, 1915.]

CURATOR'S WARRANT.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **I N R E: J. H. B E-**
No. 454. } **GIN, Enregis-**
trée, Petitioner for assignment; and EPHREM
LESAGE, Insolvent Debtor; HENRI BISSON
and VINCENT LAMARRE, joint curators.
As belonging to said insolvent debtor, to wit:

1. An emplacement of irregular outline situated north of the public road in the parish of Cap de la Madeleine, measuring thirty feet in width on the public road and twenty-two feet in width in rear, by a depth of eighty feet on the south-west line and seventy-five feet on the north-east line, the whole english measure; bounded in front by the public road, in depth by Georges Rocheleau, on the south west side by a projected street, known under the name of Saint-Georges street, and on the north east side by the land hereunder secondly described—with the buildings, circumstances and dependencies.

2. An emplacement also situated north of the public road in the said parish of Cap de la Madeleine, measuring forty five feet in width on the public road and thirty nine feet in width in rear, by a depth of seventy feet on the north-east line and seventy-five feet on the south-west line, the whole english measure; bounded in front by the public road, in depth and on the north east side by Georges Rocheleau, and on the south-west by the land firstly above described, the two emplacements hereinabove described, forming part of the lots of land known and designated under the number one hundred and thirty four (134), of the official cadastre of the parish of Cap de la Madeleine.

To be sold en bloc as the one and same immoveable at the church door of the parish of Cap

roisse du Cap de la Madeleine, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 16 juin 1915. 3695—25-2
[Première publication, 19 juin 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **MAXIME BLAIS,**
No 410. } Demandeur;
vs ADAM MILETTE, Défendeur, & ELISEE
BELAND, curateur au délaissement.

Comme appartenant au dit défendeur sur le dit Curateur au délaissement, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, sur le quatrième rang, de la contenance d'environ un demi arpent de largeur sur environ un arpent de profondeur, et de là, prenant une largeur d'environ trois quarts d'arpents sur une profondeur additionnelle d'environ vingt pieds; tenant par un bout, partie au chemin des Piles, et partie à Odilon Charette, en profondeur et du côté nord-est à Adélard Dupont, du côté vers le sud-ouest à Emilien Bonneville ou représentants—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, connu et désigné le dit emplacement aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-sept (P. No 97).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 27 mai 1915. 3137—22-2
[Première publication, 29 mai 1915].

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 11 juin 1915.

MM. Woolf Signer, courtier d'assurance, Paris Castrocane Costo, entrepreneur de la cité de Montréal, F. Bissonnette, bourgeois, de Rivière Beaudette, comté de Soulanges, Juges de paix pour le district de Montréal.

M. Siméon Charpentier, cultivateur, de l'Épiphanie, comté de l'Assomption, juge de paix pour le district de Joliette.

MM. William McCrae, Alfred Millar, Sam Deslauriers et Joseph Laliberté, cultivateurs, de South Durham, comté de Drummond, juges de paix pour le district d'Arthabaska. 3709

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel, en date du onze juin, 1915, de nommer MM. les Capitaines H. T. Scott, du 57ième Bataillon, (Overseas), A. Chrétien Zaugg, C. M. R., du 65ième Régiment, et le Lieutenant L. R. Lafleche du 41ième Battalion (Overseas), Juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

3711 C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

de la Madeleine, on the TWENTY-THIRD day of JULY, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office. Sheriff
Three Rivers, 16th June, 1915. 3696—25-2
[First published, 19th June, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **MAXIME BLAIS,**
No. 410. } Plaintiff; vs
ADAM MILETTE, Defendant, & ELISEE
BELAND, Curator to the surrender.

As belonging to the said defendant and in the hands of the said curator to the surrender, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the fourth range, containing about one half arpent in width by about one arpent in depth, and thence a width of about three quarters arpent by an additional depth of twenty feet; bounded at one end partly by Des Piles road and partly by Odilon Charette, in depth and on the north-east-side by Adélard Dupont, on the south-west-side by Emilien Bonneville or representatives—with a house and other buildings thereon erected, the said emplacement being known and designated upon the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, as being part of lot number ninety seven (Pt. No. 97).

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office. Sheriff.
Three Rivers, 27th May, 1915. 3138—22-2
[First published, 29th May, 1915].

Appointments

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council to make the following appointment, to wit:

Quebec, 11th June, 1915.

Messrs. Woolf Signer, insurance broker, Paris Castrocane Costo, contractor, of the city of Montreal, F. Bissonnette, gentleman of Rivière Beaudette, county of Soulanges, justices of the peace, for the district of Montreal.

Mr. Simeon Charpentier, farmer, of l'Épiphanie, county of L'Assomption, justice of the peace, for the district of Joliette.

Messrs. William McCrae, Alfred Millar, Sam Deslauriers and Joseph Laliberté, farmers, of South Durham, county of Drummond, justices of the peace, for the district of Arthabaska. 3710

His Honor the Lieutenant Governor, has been pleased, by Order in Council bearing date the eleventh day of June, 1915, to appoint Captains H. T. Scott of the 57th Overseas Battalion, A. Chrétien Zaugg, C. M. R., of the 65th Regiment and Lieutenant L. R. Lafleche, of the 41st Overseas Battalion, Justices of the peace, in and by virtue of the provisions of article 3361, R. S. Q., 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole of the province for administering the oath to recruits.

3712 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU qu'en vertu
Procureur Général. } des dispositions de la section quatrième de la loi 5 Geo. V., c. 13, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre une proclamation fixant une date à compter de laquelle, le comté de Nicolet serait établi en district pour les fins de la justice;

ATTENDU qu'en vertu de la section première de la dite loi, le comté de Nicolet devra former, à compter de la date fixée dans la proclamation à cet effet, un nouveau district pour les fins de l'administration de la justice sous le nom de "district de Nicolet" dont le chef-lieu sera la ville de Nicolet;

ATTENDU que la section septième de cette loi 5 Geo. V., c. 13, décreète qu'à compter de la date fixée dans la proclamation qui sera émise en vertu de cette loi, les dispositions des statuts refondus de Québec, 1909, et du Code de procédure civile, telles que mentionnées dans l'annexe de la dite loi, seront édictées, modifiées et abrogées dans la mesure y indiquée;

ET ATTENDU qu'il y a lieu maintenant de fixer au premier du mois de septembre prochain, 1915, l'entrée en vigueur des dispositions de la dite loi 5 Geo. V., c. 13, concernant le dit district judiciaire de Nicolet;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons qu'à compter du premier jour du mois de septembre, 1915, le comté de Nicolet sera et est établi en district pour les fins de l'administration de la justice, sous le nom de "district de Nicolet" et que le chef-lieu sera et est la ville de Nicolet. Nous réglons et ordonnons aussi que les dispositions des Statuts refondus de Québec, 1909, et du Code de procédure civile, telles que mentionnées dans l'annexe de la dite loi 5 Geo. V., c. 13, seront et sont édictées, modifiées et abrogées dans la mesure y indiquée.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent quinze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

3725

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS, in and by
Attorney General. } virtue of the provisions of section four of the Act 5 Geo. V., ch. 13, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, fix a date from and after which the county of Nicolet shall be established as a district for the administration of Justice;

WHEREAS, in and by virtue of section one of said Act, the county of Nicolet shall constitute from and after the date fixed in the proclamation to that effect, a new district for the purposes of the administration of justice, under the name of "District of Nicolet" the chief place where of shall be in the town of Nicolet;

WHEREAS, in and by virtue of section seven of said Act, 5 Geo. V., ch. 13, it is in effect enacted that from and after the date fixed in the proclamation to be issued in virtue of said act, the provision of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and of the Code of Civil Procedure, as mentioned in the annex to said Act shall be enacted, amended or replaced to the extent therein set forth;

AND WHEREAS, it is now deemed expedient to fix the first day of the month of September next, 1915, as the day on which the provisions of the said Act 5 Geo. V., ch. 13, respecting the judicial district of Nicolet shall come into force;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order that from and after the first day of the month of September, 1915, the county of Nicolet shall be and is established a district for the purposes of the administration of justice, under the name of "District of Nicolet" and that the chief place of said district shall be and is in the town of Nicolet. Moreover We do rule and order the the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and of the Code of Civil Procedure, as mentioned in the Annex to said Act 5 Geo. V., ch. 13, shall be and are enacted, amended and replaced to the extent therein set forth.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE EVARISTE LEBLANC, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

3726

Avis du Gouvernement

Oil Products Company Incorporated.

La compagnie "Oil Products Company, Incorporated", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George A. Lewis, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Secrétaire de la province.

Québec, 14 juin 1915. 3707

317. 15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 17 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 11 juin courant, 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Farnham ouest dans le comté de Missisquoi, les lots Nos. 74, 75 et 76 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham et de les annexer à celle de Sainte-Sabine, dans le comté d'Iberville. 3723

3802-14

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 16 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 11 juin, 1915, de sanctionner le règlement suivant adopté par la commission administrative des fonctionnaires de l'enseignement primaire, à sa session du 24 mai 1915, conformément à l'article 3035 des S. R. P. Q., 1909:

"Attendu que les comptes du fonds de pension pour l'exercice financier 1914-1915, accuse un déficit de \$18,009.18, lequel déficit a été couvert par des allocations spéciales du gouvernement au montant de \$19,000.00 (5 Geo. V., ch. 36, sec. 17);

Attendu que ce déficit va se répéter en augmentant:

Il est résolu: que la retenue faite en vertu de l'article 3012 des S. R. P. Q., 1909, sur le traitement de chaque fonctionnaire, ainsi que sur celui de toute personne laïque qui enseigne sans diplôme dans les écoles de commissaires ou de syndics ou subventionnées par eux ou par le gouvernement soit portée à 3% avec l'amendement suivant

"Que la retenue faite conformément à l'article 3012 des S. R. P. Q., 1909, soit portée à 2½% à compter du 1er juillet 1915." 3717

DÉPARTEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 16 juin 1915.

Présent: Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que la Commission des Chemins à Barrières de la Rive Nord, à Québec, soit autorisée à prélever des péages sur les véhicules-moteurs passant par les barrières placées sur les chemins dont elle a le contrôle, aux conditions suivantes, savoir:

Government Notices

Oil Products Company Incorporated.

The Company "Oil Products Company Incorporated", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. George A. Lewis, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 14th June, 1915. 3708

317. 15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 11th June instant, 1915, to detach from the school municipality of Farnham West, in the county of Missisquoi, the lots Nos. 74, 75 and 76 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald de Farnham, and to annex the whole of above lots to the school municipality of Sainte Sabine, in the county of Iberville. 3724

3802-14

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 16th June, 1915.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council bearing date the 11th June, 1915, to sanction the following by-law adopted by the administration commission of the officers of primary instruction, at its meeting of the 24th May, 1915, pursuant to article 3035 of the Q. R. S. 1909;

"Whereas the accounts of the pension fund for the fiscal year 1914-1915, show of deficit of \$18,009.18, which deficit has been covered by a special grant of the Government, amounting to \$19,000.00 (5 Geo. V., ch. 36, sec. 17).

And Whereas such deficit will go on increasing yearly.

Be it resolved: that the deduction made in and by virtue of article 3012, of the P. Q. R. S., 1909, from the salary of every officer and of every layman teaching without a diploma in schools of commissioner's or trustees or in those subsidized by them or the government be increased to 3%, with the following amendment.

That the deduction made pursuant to article 3012 of the P. Q. R. S., 1909, be increased to 2½ per cent from and after the 1st July, 1915. 3718

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 16th June, 1915.

Present: The LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

It is ordered that the Quebec North Shore Turnpike Roads Commission be authorized to levy tolls on motor-vehicles going through the gates on the roads under its control on the following conditions, to wit:

(a) Vingt-cinq centins sur tout véhicule-moteur traversant une barrière de la dite compagnie, avec obligation, pour le gardien de telle barrière, de remettre à la personne en charge de telle voiture, un billet portant la date de son émission et sur présentation duquel le dit véhicule pourra circuler gratuitement sur tout le réseau de chemins contrôlés par la compagnie durant toute la journée de l'émission de tel billet et jusqu'à six heures du matin le jour suivant:

(b) Sur paiement à la dite Commission d'une somme de vingt piastres par le propriétaire d'un véhicule-moteur demeurant en dehors des limites de la ville de Québec ou par le propriétaire d'un camion automobile de commerce, un laissez-passer, valable pour douze mois, de la date de son émission, et portant le numéro d'enregistrement de ce véhicule, sera délivré par la Commission au propriétaire de ce véhicule, et ce dernier aura libre circulation sur tout chemin contrôlé par la Commission sur présentation à tout gardien de barrière du billet correspondant au numéro de tel véhicule par la personne qui en aura charge, le tout sous l'autorité de l'Acte 5 George V, chap. 12.

A. MORISSET,

3713

Greffier Conseil Exécutif.

DÉPARTEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 19 mai 1915.

Présent: Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR
en Conseil.

Attendu que la Compagnie Bytown & Aylmer Union Turnpike Co., a transmis au département des Travaux Publics et du Travail, un règlement adopté le 9 avril dernier par lequel elle entend imposer à tout véhicule-moteur circulant sur son chemin, qui s'étend de la rue Bridge, dans la cité de Hull, à la limite nord-est de la ville d'Aylmer, un tarif de vingt-cinq centins par jour en vertu du Statut 5 Geo. V., ch. 12.

Il est ordonné que le tarif adopté par la dite compagnie soit approuvé aux conditions suivantes sur paiement par la personne en charge d'un véhicule-moteur de la somme de vingt-cinq centins entre les mains d'un gardien de barrière, ce dernier devra remettre à telle personne un billet portant la date de son émission et sur présentation duquel le véhicule en faveur duquel ce billet aura été délivré pourra circuler gratuitement sur tout le réseau de chemin de la compagnie durant toute la journée de l'émission de tel billet et de plus l'application de ce tarif sera subordonnée à l'obligation par la compagnie de maintenir constamment le chemin dont elle a le contrôle en bon état de réparation et d'entretien.

A. MORISSET,

3715

Greffier Conseil Exécutif.

(a) Twenty five cents on every motor-vehicle going through a toll-gate of the said company with the obligation on the part of the Keeper of said toll-gate, to deliver the person in charge of such vehicle a ticket bearing the date of its issue, and on the presentation of which the said vehicle may travel free of further charge over any road controlled by the company during the whole of the day the said ticket was issued and until six o'clock in the morning of the following day.

(b) On the payment to the said Commission of the sum of twenty dollars by the proprietor of a motor-vehicle residing outside of the limits of the city of Quebec, or by the proprietor of a motor-truck, a pass, valid for twelve months from the date of issue and bearing the registration number of said vehicle, shall be given by the Commission and the latter shall have free circulation over any road controlled by the Commission, on the presentation to any toll-gates keeper of the corresponding ticket with the number of such vehicle, by the person in charge, the whole under the authority of the Act. V., George V., chap. 12.

A. MORISSET,

3714

Clerk Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Present: The LIEUTENANT-GOVERNOR in
Council.

Whereas the By-town & Aylmer Union Turnpike Co., has transmitted to the Department of Public Works and Labour; a by-law adopted on the 9th April last, whereby it proposes to levy and collect a toll of twenty five cents per day, on every motor vehicle travelling over the company's road which extends from Bridge street in the city of Hull, to the north-easterly boundary of the town of Aylmer, in and by virtue of the Statute 5 Geo. V., ch. 12.

It is ordered that the rate of tolls adopted by the said company be approved on the following conditions, to wit: upon the payment by the person in charge of a motor vehicle of the sum of twenty five cents to the toll gate keeper, the latter shall deliver to such person a ticket stamped with the date of its issue and upon the presentation of which the motor-vehicle in favor of which such ticket has been delivered may travel free of further charge upon the whole of the company's road during the whole day on which such ticket has been issued, and moreover the putting into effect of such rate shall be subject to the obligation, on the company's part, of constantly keeping up all roads under its control in proper state, both as regards repair and maintenance.

A. MORISSET,

3716

Clerk Executive Council.

Avis Divers

Miscellaneous Notices

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates for the study of the law.

Examens de juin 1915.—Examinations of June, 1915.

Liste Supplémentaire.—Supplementary List.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.	College.
Choquette.....	Fernand.....	19 ans.....	Québec.....	Séminaires de Québec et Saint-Hyacinthe.
D'Auteuil.....	Henri.....	19 ans.....	La Malbaie.....	Séminaire Chicoutimi.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Quebec.

Québec, 11 juin 1915.—Quebec, 11th June, 1915.

3681-82

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

*Cour Supérieure.*Province de Québec,
District de Montréal.Dans l'affaire de S. L. Weiner, épicier, de Montréal,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable le, ou après le 6 juillet 1915.

Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 19 juin 1915.

3697

*Cour Supérieure.*Province de Québec,
District de Montréal.In re Delle A. Martin, modiste, Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que le 19ième jour de mai 1915, par un ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur à la succession de la sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.Edifice "Banque de Québec",
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 19 juin 1915.

3683

*Superior Court.*Province of Quebec,
District of Montreal.In the matter of S. L. Weiner, grocer, of Montreal,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be payable on or after the 6th July, 1915.

Any contestation of said dividend sheet must be filed at my office before the above date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curator.11, Place d'Armes, Montréal.
Montreal, 19th June, 1915.

3698

*Superior Court.*Province of Quebec,
District of Montreal.In re Delle A. Martin, dressmaker, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th day of May, 1915, by an order of the Court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

NAPOLEON SAINT-AMOUR,
Curator.Quebec Bank Building,
No. 11, Place D'Armes.
Montreal, 19th June, 1915.

3684

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Léon Lévy, marchand de tabac, de Montréal
Insolvable.

Avis vous est donné que le 28ième jour de mai 1915, par un ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.

Edifice Banque de Québec,
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 19 juin 1915.

3685

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de S. Syrcos, restaurateur de
Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable le, ou après le 6 juillet 1915.

Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 19 juin 1915.

3699

In Liquidation*Dans la Cour Supérieure.*

Province de Québec,
District d'Arthabaska,
No 148.

In re The Warwick Clothing Company, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à Warwick, dans le district d'Arthabaska, En Liquidation; et A. B. L'Homme *et al.*, Liquidateurs, et "The Bank of Montreal, a banking Corporation," ayant son principal bureau et place d'affaires dans les cité et district de Montréal. Réquérante.

Le 14 juin 1915.

Présent l'Honorable J. Camille Pouliot, J. C. S.

La Cour, vu la requête des Liquidateurs produite ce jour, accorde la dite requête et en conséquence ordonne qu'une assemblée des créanciers, actionnaires et contributaires de la dite compagnie en liquidation soit convoquée aux fins d'approuver un honoraire pour les inspecteurs et les liquidateurs, savoir: un honoraire de \$100.00 pour chaque inspecteur et n'excédant pas 7½% des revenus bruts réalisés des propriétés de la dite compagnie en liquidation pour les trois liquidateurs-conjoints; la dite assemblée devant être tenue au Palais de Justice, à Arthabaska, jeudi le 24 juin 1915, à deux heures de l'après-midi après avis public publiés dans l'Union des Cantons de L'Est et dans la *Gazette Officielle*.

Par la Cour.

MARCEAU & PICHER,
P. C. S.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Procureurs des Liquidateurs. 3701

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Léon Lévy, tobacco merchant, of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 28th day of May, 1915, by an order of the Court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building.
No. 11, Place D'Armes.
Montreal, 19 June, 1915.

3686

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of S. Syrcos, restaurant-keeper, of
Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be payable on or after the 6th July, 1915.

Any contestation of said dividend sheet must be filed at my office before the above date.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 19 June, 1915.

3700

In Liquidation*In the Superior Court.*

Province of Quebec,
District of Arthabaska,
No. 148.

In re: The Warwick Clothing Company, a body politic and corporate having its chief place of business at Warwick, in the district of Arthabaska, In Liquidation; and A. B. L'Homme *et al.*, Liquidators, and The Bank of Montreal, a banking corporation having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, Petitioner.

The 14th June, 1915.

Present the Honourable Justice Camille Pouliot J. S. C.

The Court, upon the petition of the Liquidators filed this day, doth grant the said petition and consequently doth order that a meeting of the creditors, shareholders and contributories of the said company in liquidation be called for the approval of a fee for the inspectors and liquidators, to wit: A fee of \$100.00 for each inspector and a fee not exceeding 7½% of the gross revenues realized from the assets of the said company in liquidation for the three joint liquidators; the said meeting to be held at the Court House, at Arthabaska, on Thursday, the 24th June, 1915, at two o'clock in the afternoon after a notice that effect has been published in L'Union des Cantons de l'Est and in the *Official Gazette*.

By the Court.

MARCEAU & PICHE,
P. S. C.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Attorneys for Liquidators. 3702

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 2225.

J. A. Perrault, Demandeur;
vs
B. Abeles, Défendeur;
&
E. Scheiderman *et al.*, Tiers-Saisis.
Le quinzième jour de juin mil neuf cent quinze.

Sur l'ordre de l'honorable juge Lafontaine, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Ben Abeles, des cité et district de Montréal, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Montréal dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

3703—25-2 T. DEPATIE,
Dep. P. C. S.

Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4125. Dame Alice Kelly, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alios Makaros, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; et le dit Alios Makaros, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 21 avril 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE,
& ARCHAMBAULT,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 28 Mai 1915. 3181—23-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4156. Dame Hermine Ethier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Théophile Lapiere, du même lieu dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; et Le dit Théophile Lapiere, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 20 mars 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE,
& ARCHAMBAULT,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 28 Mai 1915. 3183—23-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. No 431. Dame Maude Emeline Bigelow, du village de Beebe Plain, dans le dit district, épouse commune en biens de Georges-Albert McShane, eleveur de chevaux, du même endroit, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Georges-Albert McShane, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause; ce vingt-huitième jour de mai, 1915.

3189—23-5 FRASER & RUGG,
Procureurs de la Demanderesse

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2225.

J. A. Perrault, Plaintiff;
vs
B. Abeles, Defendant;
&
E. Scheiderman *et al.*, Garnishees.

On the fifteenth day of June one thousand nine hundred and fifteen.

Upon the order of the Honourable Justice Lafontaine, given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Ben Abeles, of the city and district of Montreal, defendant, the creditors of said defendant who have not yet filed their claims in this cause, are hereby called upon to file same at the office of the Prothonotary of the Superior Court for this district, at Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of civil Procedure.

3704—25-2 T. DEPATIE,
Dep. P. C. S.

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4215. Dame Alice Kelly, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alios Makaros, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; and the said Alios Makaros, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 21st April, 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE
& ARCHAMBAULT,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 28th May, 1915. 3182—23-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4156. Dame Hermine Ethier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Théophile Lapiere, of the same place duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Théophile Lapiere, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 20th March, 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE
& ARCHAMBAULT,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 28th May, 1915. 3184—23-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis, No 431. Dame Maud Emeline Bigelow, of the village of Beebe Plain, in the said district, wife commune en biens of George-Albert McShane, horse trainer, of the same place, for the purpose hereof duly authorized, Plaintiff; vs the said George-Albert McShane, of the same place, Defendant.

An action in separation of property has been issued in this cause this 28th day of May, 1915.

3190—23-5 FRASER & RUGG,
Attorneys for Plaintiff.

Province de Québec. District de Saint-François. Cour Supérieure. No 414. Avis est par les présentes données, que Dame Olivine Choquette, de la ville de Scotstown, dit district, épouse commune en biens de Eusèbe St-Onge, commerçant, du même lieu, a ce jour poursuivi son mari en séparation de biens, après y avoir été dûment autorisée.

J. NICOL,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 21 mai 1915. 3195—23-5

Province of Quebec. District of Saint-Francis. Superior Court. No. 414. Notice is hereby given that Dame Olivine Choquette of the town of Scotstown, said district, wife common as to property, of Eusèbe St-Onge, trader, of the same place, has this day, sued her husband for separation as to property, after having been duly authorized.

J. NICOL,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 21st May, 1915. 3196—23-5

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.
Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 1999

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.
Government House.
Quebec, 4th April, 1914. 2000

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 25.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Bigelow vs McShane.....	1596
" Bowker vs Marston.....	1565
" Burelle vs Marien.....	1569
" Cantin vs Levasseur.....	1567
" Choquette vs St. Onge.....	1596
" Cimon vs Pelletier.....	1568
" Doyon vs Veilleux.....	1568
" Ethier vs Lapiere.....	1595
" Guindon vs Belair.....	1568
" Garfinkle vs Brault.....	1567
" Huss:n vs Goldstein.....	1567

ANNONCEURS, avis aux, 1596.

ARRÊTÉS EN CONSEIL:—Compagnie Bytown and
Aylmer Union Turnpike, Co., 1592; Commis-
sion des chemins à Barrières, 1591.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—L'As-
sociation des Employés des Postes de Mont-
réal, 1564; Cie d'Assurance mutuelle contre
le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste
de Nicolet, 1575; Colonia Larnière Mutual
Benefit Society, 1564; The Union Marine
Insurance Coy, Ltd., 1564.

AVIS:—Commission administrative des fonc-
tionnaires de l'enseignement primaire, 1591.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:—
Oil Products Coy, Incorp. 1591.

EXAMENS:—Barreau:—Montréal, 1569; Québec,
1566; Québec, 1593; Saint-François, 1566;
Trois-Rivières, 1568.

EXAMEN:—Bureau des Examinateurs des Mesu-
reurs de Bois de la province de Québec, 1564.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Bélanger.....	1570
Blanchet.....	1572
Cadrin.....	1574
Charland.....	1571
Charron.....	1571
Chouinard.....	1574
Clermont.....	1575
Cossman & Coy.....	1572
Cottrell.....	1575
Coury & Mitchell.....	1572
Descoteaux & Pepin, Ltée.....	1573
Ennenberg.....	1574
Faubert.....	1563
Frankel et al.....	1574
Freedman.....	1570

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Deschamps, Frères, Limitée.....	1559
Electrical Illumination Coy of Canada, Ltd.....	1553
Keystone Athletic Club., Ltd.....	1557
La Moulage M-ré, Limitée.....	1554

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:—La Cie de
Théâtre de Saint-Hyacinthe, 1559.

LIQUIDATION:—The Warwick Clothing Coy, 1594.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE:—Lot 29 de Tingwick—
Shipton, 1565.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 25.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Leborgne vs Boissel.....	1597
" Kelly vs Makaros.....	1595
" Laflèche vs Toupin.....	1567
" Litofsky vs Grabstein.....	1569
" Magnan vs Duquette.....	1565
" Ouimet vs Duguay.....	1565
" Paul vs Shierer.....	1570
" Rémillard vs Marcil.....	1570
" Rivard vs Blais.....	1565
" Sabbath vs Bacher.....	1570
" Spooner vs Bouchard.....	1567

ADVERTISERS, notice to, 1596.

ORDERS IN COUNCIL:—Compagnie Bytown and
Aylmer Union Turnpike Co., 1592; Com-
pike Trust Commission, 1591.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIÉTÉ:—L'As-
sociation des Employés des Postes de Mont-
réal, 1564; Cie d'Assurance mutuelle contre
le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste
de Nicolet, 1575; Colonia Larnière Mutual
Benefit Society, 1564; The Union Marine
Insurance Coy, Ltd., 1564.

NOTICE:—Administrative Board of Primary
Teaching Employees, 1591.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—
Oil Products Coy, Incorp. 1591.

EXAMINATION:—Bar:—Montreal, 1569; Quebec,
1566; Quebec, 1593; Saint Francis, 1566;
Three Rivers, 1568.

EXAMINATION:—Board of Examiners of Cullers
of the province of Quebec, 1564.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Gingras.....	1573
Lapointe.....	1572
Lavigne.....	1572
Levy.....	1594
Martin (Dlle).....	1593
Myette.....	1571
Ouellet.....	1571
Ouellet.....	1573
Parkers, Ltd.....	1576
Payette.....	1572
Simpson.....	1574
Syrcos.....	1594
Thomas & Ritson.....	1575
Weiner.....	1593
Weir & Knowlton.....	1571

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Public Service Corporation of Quebec.....	1554
Quebec Engineering Coy., Ltd.....	1561
The Lyman Real Estate Corporation, Ltd.....	1558
The Montreal Fish Coy.....	1560

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—La Cie de
Théâtre de Saint-Hyacinthe, 1559.

LIQUIDATION:—The Warwick Clothing Coy, 1594.

SCHOOL MUNICIPALITY:—Lot 29 of Tingwick—
Shipton, 1565.



NOMINATIONS:—

Commissaire *per dedimus potestatem*, 1552.
Cour des Commissaires:—Bromptonville, 1552.
Juges de Paix:—District de:—Pontiac, 1551; Gaspé, 1551; Montréal, 1551; Arthabaska, 1589; Joliette, 1589; Montréal, 1589.
Juges de paix en vertu de l'art. 3361, S. R. Q., 1552.
Percepteur du Revenu:—District du Lac Saint-Jean, 1552.
Recorder:—Cité de Montréal, 1551.

ORDRES DE COUR:—Cardin *et al* vs Vigneault, 1576; Perrault vs Abeles, 1595.

PROCLAMATIONS:—District judiciaire de Nicolet, 1590; Prorogation des Chambres, 1552.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—Cie de Chemin de Fer Québec Central, 1576.

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—Bellemare & Frère, Faillis, 1577.

BEAUHARNOIS:—Dme Hodgeson vs Metcalfe, 1578; Lanctôt vs Brault, 1577.

JOLIETTE:—Belisle vs Hay, 1578.

MONTREAL:—Chénier vs Cohen, 1579; Dion *et al*, Faillis, 1579; Dubuc vs Marcotte, 1581; Gaboury (Dme) vs Dme Bissonnette *et al*, 1585; Hamelin vs Vasseur, 1580; Larivière vs Paquette, 1582; La Cie Carrière & Frère vs Canuel *et al*, 1580; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Lapointe, 1583; McAvoy *et al* vs Riopelle, 1582; Joron vs Rosenberg, *et uxor*, 1584; Lamoureux, Failli, 1583; McRae (Dme) vs Phaneuf, 1581; Millen Bros vs Comte, 1584; Olier *et al esql.*, vs Lachapelle, 1581; Zudick, Failli, 1583.

QUÉBEC:—L. H. Levasseur enreg. vs Boissy, 1585.

SAGUENAY:—Gagnon, Failli, 1586.

SAINT-FRANÇOIS:—Gaulet vs Lecours, 1587.

TROIS-RIVIÈRES:—Blais vs Milette, 1589; Cossette, Failli, 1587; Lesage, Failli, 1588; Nicol vs Côté *et al*, 1588.

APPOINTMENTS:—

Commissioner *per dedimus potestatem*, 1552.
Commissioners Court:—Bromptonville, 1552.
Justice of the Peace:—District of:—Pontiac, 1551; Gaspé, 1551; Montreal, 1551; Arthabaska, 1589; Joliette, 1589; Montréal, 1589.
Justices of the peace in virtue of Art. 3361 R. S. Q., 1552.
Revenue Collector:—District of Lake Saint John, 1552.
Recorder:—City of Montreal, 1551.

ORDERS OF COURT:—Cardin *et al* vs Vigneault, 1576; Perrault vs Abeles, 1595.

PROCLAMATIONS:—Judiciary district of Nicolet, 1590 Parliament prorogued, 1552.

UNCLAIMED SHIPMENTS:—Quebec Central Railway Coy, 1576.

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—Bellemare & Frère, Insolvents, 1577.

BEAUHARNOIS:—Dme Hodgeson vs Metcalfe, 1578; Lanctôt vs Brault, 1577.

JOLIETTE:—Belisle vs Hay, 1578.

MONTREAL:—Chénier vs Cohen, 1579; Dion *et al*, Insolvents, 1579; Dubuc vs Marcotte, 1581; Gaboury (Dme) vs Dme Bissonnette *et al*, 1585; Hamelin vs Vasseur, 1580; Larivière vs Paquette, 1582; La Cie Carrière & Frère vs Canuel *et al*, 1580; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Lapointe, 1583; McAvoy *et al* vs Riopelle, 1582; Joron vs Rosenberg *et uxor*, 1584; Lamoureux, Insolvent, 1583; McRae (Dme) vs Phaneuf, 1581; Millen Bros vs Comte, 1584; Olier *et al esql.*, vs Lachapelle, 1581; Zudick, Insolvent, 1583.

QUÉBEC:—L. H. Levasseur regist. vs Boissy, 1585.

SAGUENAY:—Gagnon, Insolvent, 1586.

SAINT FRANCIS:—Gaulet vs Lecours, 1587.

THREE RIVERS:—Blais vs Milette, 1589; Cossette, Insolvent, 1587; Lesage, Insolvent, 1588; Nicol vs Côté *et al*, 1588.

1 JUIN 1915